EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franc ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS	8 fr.	9 fr	10 fr.
6 MOIS	14 »	16 »	18 »
1 AN	26 »	28 »	30 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc à Paris,
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en
 timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires, (la ligne de 34 let-
 légales tres, corps 8,
 et administratives } 1 fr. 50.

Arrêtés Résidentiels des 12 décembre 1913 et 23
 décembre 1919 (B. O. n° 60 et 375 des 19
 décembre 1913 et 29 décembre 1919).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare à Cas-
 ablanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du
 Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat.

SOMMAIRE

Conseil des Vizirs. — Séance du 27 avril 1921 777

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 3 mai 1921 (24 Chaabane 1339) relatif à la sortie des cé-
 réales 777

Ordre du 4 mai 1921 pour l'application du dahir du 3 mai 1921, re-
 latif à la sortie des céréales 778

Dahir du 5 mai 1921 (26 Chaabane 1339) portant approbation de l'a-
 venant n° 4 du 5 avril 1921 à la Convention de concession
 du port de Fedhala 778

Dahir du 7 mai 1921 (28 Chaabane 1339) autorisant une émission
 d'obligations de la Compagnie du port de Fedhala 779

Dahir du 7 mai 1921 (28 Chaabane 1339) autorisant la Banque d'État
 à procéder à l'émission de jetons-monnaie 779

Arrêté viziriel du 20 avril 1921 (11 Chaabane 1339) autorisant l'acqui-
 sition par le Domaine de l'État d'un immeuble sis à Rabat,
 appartenant à M. le Capitaine Mathieu 780

Arrêté viziriel du 30 avril 1921 (21 Chaabane 1339) fixant la date du
 Congrès de l'Institut des Hautes Etudes marocaines pour
 l'année 1921 780

Arrêté résidentiel du 3 avril 1921 relatif à une session d'examen
 pour l'obtention du brevet marocain de patron au bornage 781

Arrêté résidentiel du 1^{er} mai 1921 portant création d'une Chambre
 consultative de Commerce et d'Industrie à Kénitra 781

Ordres généraux n° 245 et 246 781

Arrêtés du Directeur de l'Office des P. T. T. relatifs à la transfor-
 mation en agences postales des distributions des postes
 de Sidi Ben Nour et de Sidi Smain 781

Arrêté du Directeur de l'Office des P. T. T. créant un poste télépho-
 nique public à Sidi Ben Nour 782

Arrêté du Directeur de l'Office des P. T. T. relatif à la création
 d'une distribution des postes à Souk el Khemis des Ze-
 mamra 782

Arrêté du Directeur de l'Office des P. T. T. relatif à la suppression
 de la distribution des postes d'Oualidia 782

Nominations 782

Classement et affectations dans le personnel du Service des Rensei-
 gnements 783

PARTIE NON OFFICIELLE

Le voyage du Commissaire Résident Général à Fès et au front Beni-
 Ouaraïn 783

Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la
 date du 30 avril 1921 784

Comptes rendus des sentences de la Commission Arbitrale des Li-
 tiges Miniers 785

Liste des permis de recherches de mines accordés pendant le mois
 d'avril 1921 789

Liste des permis de recherches de mines annulés à la date du 1^{er}
 mai 1921 700

Avis relatif aux exportations d'orges 791

Avis de mise en recouvrement de certains rôles de Patentes pour
 l'année 1920 791

Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réqui-
 sitions n° 457, 458 et 459 ; Avis de clôtures de bornages
 n° 47, 149, 177, 188, 204 et 245. — Conservation de Casa-
 blanca : Extraits de réquisitions n° 3808, 4001 à 4016 in-
 clus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n°
 2612 et 3388 ; Avis de clôtures de bornages n° 1643, 2243 et
 2489. — Conservation d'Oujda : Extrait de réquisition n°
 548 ; Avis de clôture de bornage n° 109 791

Annonces et avis divers 797

CONSEIL DES VIZIRS

(Séance du 27 avril 1921)

Le Conseil des Vizirs s'est réuni à Fès, le mercredi 27
 avril 1921, sous la présidence de S.M. le SULTAN.

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 3 MAI 1921 (24 Chaabane 1339)
 relatif à la sortie des céréales.

LOUANGE A DIEU SEUL
 (Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
 Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.
 Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
 Haut en illustrer la teneur !
 Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont levées les prohibitions d'ex-

portation relatives aux produits et denrées, dont l'énumération suit :

Orges ;
Maïs ;
Sorgho ;
Semoules ;
Pâtes alimentaires ;
Soné.

ART. 2. — Est autorisée l'exportation d'un contingent de 50,000 quintaux de blé de la récolte de 1920.

ART. 3. — Dans les villes où l'entrée des blés pour la consommation est interdite par des arrêtés municipaux, les blés destinés à l'exportation ne pourront pénétrer et circuler que sur autorisations délivrées par le Service des Douanes.

Ces autorisations ne seront accordées que sur déclaration préalable portant engagement garanti ou cautionné de transporter directement à quai ou de représenter à toute réquisition, dans un magasin désigné, les quantités introduites.

ART. 4. — Toute infraction aux dispositions de l'art. 3 sera punie de la confiscation de la marchandise et des moyens de transport, ainsi que des marchandises ayant servi à masquer la fraude, et d'une amende égale à la valeur de la marchandise irrégulièrement introduite.

ART. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent dahir.

*Fait à Fès, le 24 Chaabane 1339.
(3 mai 1921).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mai 1921.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ORDRE DU 4 MAI 1921
pour l'application du dahir du 3 mai 1921, relatif à la sortie des céréales.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE,
COMMANDANT EN CHEF,

Vu les ordres du 2 août 1914 et du 7 février 1920 sur la loi martiale ;

Vu l'ordre du 31 juillet 1920, réglementant à nouveau la déclaration des stocks de divers produits et denrées ;

Vu le dahir du 3 mai 1921, relatif à la sortie des céréales,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Toutes infractions aux dispositions du dahir du 3 mai 1921, relatif à la sortie des céréales, relèveront de la compétence des juridictions militaires, lesquelles appliqueront aux auteurs des dites infractions les pénalités prévues au dit dahir.

ART. 2. — Les denrées énumérées à l'art. 1^{er} du dahir du 3 mai 1921 ne sont plus soumises aux déclarations de stocks prescrites par l'ordre du 31 juillet 1920 sus-visé.

Rabat, le 4 mai 1921.

LYAUTEY.

DAHIR DU 5 MAI 1921 (26 Chaabane 1339)
portant approbation de l'avenant n° 4 du 5 avril 1921 à la convention de concession du port de Fédhala.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du Directeur général des Travaux publics ;

Vu Notre dahir en date du 4 mai 1914 (8 Djoumada II 1332), portant concession à la C^o Franco-Marocaine de Fédhala, de la construction et de l'exploitation d'un port à Fédhala.

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1916 (19 Djoumada II 1334), autorisant, en vertu des dispositions de l'art. 2 de la Convention de concession, la Société anonyme dite « Compagnie du Port de Fédhala », à se substituer à la Société Marocaine de Fédhala, dans le bénéfice et les charges de la susdite concession ;

Vu Notre dahir en date du 14 décembre 1920 (2 Rebiâ II 1339), portant approbation de l'avenant du 27 octobre 1920, à la Convention de concession du port de Fédhala ;

Vu l'avenant n° 4 à la Convention de concession du port de Fédhala, passé le 5 avril 1921 entre M. Delpit, Directeur général des Travaux publics de Notre Empire, agissant au nom du Gouvernement chérifien et M. Hersent, président de la Compagnie du Port de Fédhala, agissant au nom de ladite Compagnie,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'avenant n° 4 à la Convention de concession du port de Fédhala, passé le 5 avril 1921 entre M. Delpit, Directeur général des Travaux publics de Notre Empire, agissant au nom du Gouvernement Chérifien et M. Hersent, président de la Compagnie du Port de Fédhala, agissant au nom de ladite Compagnie.

ART. 2. — Le Directeur général des Travaux publics de Notre Empire est chargé de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Fès, le 26 Chaabane 1339.
(5 mai 1921).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 mai 1921.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

AVENANT N° 4

à la Convention de concession du port de Fédhala.

Pour l'application de l'art. 10, paragraphe I-A de l'avenant n° 3, en date du 27 octobre 1920, approuvé par dahir du 14 décembre 1920, modifiant la Convention du 30 juillet 1913 :

Il est entendu que la garantie comprend avec les inté-

rêts et amortissements, les impôts présents et futurs affectant ces titres, tant en France qu'au Maroc.

Le montant de la somme à verser annuellement à titre de fonds de garantie sera arrêté au commencement de chaque année par le Gouvernement chérifien après approbation des comptes d'exploitation de l'année précédente.

Un compte provisoire d'exploitation devra être présenté avant le 1^{er} février ; dans le cas où sa vérification ne pourrait être terminée avant le 1^{er} mars, le Gouvernement chérifien fixera le montant de la provision à verser avant le 15 mars.

Le compte de garantie sera chaque année présenté en même temps que les comptes de premier établissement et d'exploitation.

Paris, le 5 avril 1921.

Vu :

Le Directeur général des Finances :	Le Directeur général des Travaux publics :	Le Président de la C ^{ie} du port de Fédhala :
PIETRI.	DELPIT.	HERSENT.

DAHIR DU 7 MAI 1921 (28 Chaabane 1339)
autorisant une émission d'obligations de la Compagnie
du port de Fédhala.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du Directeur général des Travaux pu-
blics ;

Vu Notre dahir en date du 4 mai 1914 (8 Djoumada II
1332), portant concession à la C^{ie} Franco-Marocaine de
Fédhala, de la construction et de l'exploitation d'un port à
Fédhala ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1916 (19 Djoumada II
1334), autorisant, en vertu des dispositions de l'art. 2 de
la Convention de concession, la Société anonyme dite
« Compagnie du Port de Fédhala », à se substituer à la
Société Marocaine de Fédhala dans le bénéfice et les charges
de la susdite concession ;

Vu Notre dahir en date du 14 décembre 1920 (2 Rebia II
1339), portant approbation de l'avenant du 27 octobre 1920,
à la Convention de concession du port de Fédhala ;

Vu Notre dahir en date du 5 mai 1921 (26 Chaabane
1339), portant approbation de l'avenant n° 4 du 5 avril
1921 à la Convention de concession du port de Fédhala ;

Vu la demande de la Compagnie du Port de Fédhala,
en date du 21 janvier 1921 ;

Considérant que les conditions prévues par l'art. 4 de
la Convention précitée du 30 juillet 1913 pour la première
émission d'obligations de la Compagnie susdite, sont dû-
ment remplies à l'heure actuelle.

Considérant qu'il est utile de créer les ressources né-
cessaires pour permettre à la Compagnie d'entreprendre au
port de Fédhala les travaux d'amélioration qu'il comporte,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie du Port de Fédhala

est autorisée à emprunter 7 millions 850.000 francs, divisés
en 15.700 obligations au capital nominal de 500 francs, por-
tant intérêt à 6 %, ceux-ci payables par coupons semestriels
de 15 francs aux échéances du 15 mai et du 15 novembre
de chaque année, le premier coupon venant à échéance du
15 novembre 1921.

Ces obligations seront remboursables au pair, soit
500 francs en quarante années, à partir du 15 novembre
1926, par voie de tirages annuels, avec faculté pour la So-
ciété d'anticiper le remboursement, avec Notre approba-
tion.

Le service des coupons et des titres sera fait à Paris.

Le paiement des intérêts et le remboursement du capi-
tal sont garantis par Nous dans les conditions fixées par l'a-
venant du 5 avril 1921, complétant l'avenant du 27 octobre
1920, modifiant le contrat de concession du 30 juillet 1913,
ainsi qu'à l'article 11 de l'avenant du 27 octobre 1920.

ART. 2. — Les coupons seront payés et les titres rem-
boursés à raison de 15 francs et de 500 francs, sans aucune
retenue pour le porteur, la Compagnie prenant à sa charge,
dans le présent et l'avenir, le paiement de tous impôts,
taxes, droits ou redevances quelconques dont lesdits titres
et coupons sont ou seraient frappés, tant en France qu'au
Maroc. Ces impositions sont comprises dans la garantie de
l'Etat chérifien au même titre que le paiement des inté-
rêts et le remboursement du capital.

ART. 3. — Au cas où Notre Gouvernement chérifien
voudrait user de la faculté à lui réservée par l'art. 13 de la
Convention de concession ou en cas de déchéance de la
Compagnie concessionnaire, Notre Gouvernement chérifien
assurera directement le service des obligations à partir du
1^{er} janvier suivant la date du rachat ou de la déchéance.

Fait à Fès, le 28 Chaabane 1339.

(7 mai 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 mai 1921.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

DAHIR DU 7 MAI 1921 (28 Chaabane 1339)
autorisant la Banque d'Etat à procéder à l'émission
de jetons-monnaie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Notre Banque d'Etat est autorisée
à procéder à l'émission de jetons-monnaie de 1 franc,
0 fr. 50 et 0 fr. 25 centimes.

La composition, le diamètre, le minimum de pureté
du métal, le poids, la tolérance de poids en sont fixés con-
formément aux indications du tableau annexé au présent
dahir.

ART. 2. — Nul ne sera tenu d'accepter les jetons-mon-
naie de 0 fr. 25 dans les paiements pour une somme supé-

rieure à 2 francs et ceux de 0 fr. 50 et 1 franc pour une somme supérieure à 10 francs.

ART. 3. — Les coupures de monnaie divisionnaire en papier, émises en vertu de l'arrêté viziriel du 16 octobre 1919 (20 Moharrem 1338), continueront à circuler et devront être acceptées dans les mêmes conditions que les jetons-monnaie.

ART. 4. — Les peines de l'art 132, alinéa 2, du Code pénal français, sont applicables à tout individu qui aura, soit contrefait les jetons-monnaie ou les coupures de monnaie divisionnaire en papier émis par le Trésor public, soit participé à l'émission, exposition ou introduction dans la zone française de Notre Empire des dits jetons ou coupures contrefaits.

Les individus coupables du crime ci-dessus prévu, bénéficieront de l'excuse de l'art. 138 du Code pénal, s'ils se trouvent dans les conditions prévues par ce texte.

ART. 5. — Sont également applicables en l'objet les

dispositions de Notre dahir du 14 août 1920 (28 Kaada 1338) portant interdiction de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant des billets de banque et autres valeurs fiduciaires et toutes les imitations des monnaies marocaines, françaises et étrangères.

ART. 6. — Les juridictions françaises du Maroc seront exclusivement compétentes pour assurer la répression des crimes et délits prévus, tant par l'art. 4 ci-dessus, que par les art. 132, 133, 134 et 135 du Code pénal français et par le dahir précité du 14 août 1920 (28 Kaada 1338).

Fait à Fès, le 28 Chaabane 1339,
(7 mai 1921).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 mai 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

TABLEAU ANNEXÉ AU DAHIR DU 7 MAI 1921 (28 Chaabane 1339).

MÉTAL	DÉNOMINATION des pièces	DIAMÈTRE des pièces en MILLIMÈTRES	TITRE		POIDS		OBSERVATIONS
			Titre droit	Tolérance au-dessus et au-dessous	Poids droit	Tolérance au-dessus et au-dessous	
			Millièmes	Millièmes	Grammes	Millièmes	
Nickel	Jetons-monnaie de 1 fr.	27	Nickel 900 Cuivre 100	20	8	40	
	id. 0 fr. 50	23	Nickel 900 Cuivre 100	20	5	40	
Bronze de nickel	id. 0 fr. 25	24	Nickel 250 Cuivre 750	20	5	40	Pièce à trou central de 5 m/m. 5 de diamètre.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 AVRIL 1921
(11 Chaabane 1339).

autorisant l'acquisition, par le Domaine de l'Etat, d'un immeuble sis à Rabat, appartenant à M. le Capitaine Mathieu.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'art. 21 du dahir du 9 juin 1917 (18 Chaabane 1333), portant règlement sur la comptabilité publique ;

Sur la proposition du Chef du Service des Domaines et après avis conforme du Directeur général des Finances et du Secrétaire Général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le Domaine de l'Etat chérifien est autorisé à acquérir un immeuble sis à Rabat, boulevard de l'Oued, appartenant à M. le capitaine Mathieu, consistant en une maison d'habitation avec dépendances, moyennant la somme de cent mille francs (100,000 francs).

Fait à Fès, le 11 Chaabane 1339.
(20 avril 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 mai 1921.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 AVRIL 1921
(21 Chaabane 1339)

fixant la date du congrès de l'Institut des Hautes Etudes marocaines pour l'année 1921.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 11 février 1920 (20 Djoumada E 1338), portant création d'un Institut des Hautes-Etudes marocaines à Rabat ;

Sur la proposition du Directeur général de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Antiquités,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le Congrès annuel de l'Institut des Hautes-Etudes marocaines, prévu à l'art. 12 de l'arrêté viziriel du 11 février 1920, sus-visé, s'ouvrira le 23 mai 1921, à 16 heures à l'Ecole supérieure de langue arabe et de dialectes berbères de Rabat.

Fait à Rabat, le 21 Chaabane 1339.
(30 avril 1921).

MOHAMMED BEN ABD EL OUAHAD,
Naïb du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 mai 1921.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 3 AVRIL 1921
relatif à une section d'examen pour l'obtention du brevet marocain de patron au bornage.

LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,

Vu le dahir du 31 mars 1919 (annexe n° 1, code de Commerce maritime, et notamment son art. 54);

Sur la proposition du Directeur général des Travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une session d'examen pour l'obtention du brevet marocain de patron au bornage, aura lieu à Casablanca, le mercredi 1^{er} juin 1921, sans préjudice des sessions supplémentaires qui pourront s'ouvrir à Kénitra, Rabat et Mazagan, selon les besoins.

ART. 2. — La Commission d'examen sera composée ainsi qu'il suit :

M. le capitaine de corvette hors cadres, BERGEON, directeur de la Manutention marocaine, président ;

M. CASTEDE, chef du quartier de Casablanca ;

M. le capitaine au long cours FLANDROIS, capitaine de port à Casablanca.

ART. 3. — L'organisation générale, les mesures d'exécution et les programmes d'examen seront fixés par décision du Directeur général des Travaux publics.

Rabat, le 3 avril 1921.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 1^{er} MAI 1921
portant création d'une Chambre consultative de Commerce et d'Industrie à Kénitra.

LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,

Considérant qu'en raison du nombre très réduit des demandes d'inscription sur les listes électorales, il n'y a pas possibilité de prévoir la constitution par voie d'élection à Kénitra, d'une Chambre consultative française de Commerce et d'Industrie avant le mois de janvier 1922 ;

Considérant qu'il y a cependant lieu d'assurer, d'ici à cette date, la représentation des intérêts commerciaux et industriels de la Région civile du Rabat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Kénitra, avec pouvoirs valables jusqu'au 1^{er} janvier 1922, une Chambre consultative française de Commerce et d'Industrie, dont le ressort comprend le territoire de la Région civile du Rabat.

ART. 2. — Sont nommés membres de cette Chambre :

MM. DEVILLE, Jacques ;

FOLIN, Charles ;

GRAZINI, Joseph ;

GUILLOUX, Marius ;

GRAVIER, Paul ;

JALLAT, Jean ;

OSER, Jules ;

WADINGTON, Paul.

Rabat, le 1^{er} mai 1921.

LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 245.

Le Maréchal de France, Commissaire Résident Général de France au Maroc, commandant en chef, cite à l'ordre des Troupes d'occupation du Maroc les militaires dont les noms suivent :

BOURREL, Edouard, Gaston, lieutenant au 29^e régiment de Tirailleurs algériens :

« Officier énergique et d'une bravoure confirmée. Le 7 mars 1921, comme commandant du poste de Taghziat, s'est distingué en mettant en déroute à la mitrailleuse et à la grenade une harka de cinq cents cavaliers et piétons chleuhs qui, ayant poussé l'attaque à fond, laissèrent en se retirant six cadavres dans les réseaux de fils de fer du poste ».

CADET, Louis, sergent-major au 4^e Goum mixte marocain :

« Sous-officier de goum accompli, hardi au combat, sachant entraîner ses gens, auxquels il réussit à communiquer sa propre confiance. S'est déjà fait remarquer en plusieurs circonstances par son audace et son mépris du danger. Le 3 janvier 1921, à Zaouïa Ech Cheikh, est arrivé avec sa section à la rescousse de nos cavaliers, subissant un dur corps à corps, et a contribué à rejeter un ennemi bien supérieur en nombre dans le ravin d'Igle, et à le mettre en fuite en laissant sur place vingt-trois cadavres ».

Au Q.G., à Rabat, le 1^{er} mai 1921.

LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 246.

Après le départ en congé du médecin inspecteur RUOTTE, et jusqu'à l'arrivée du médecin principal OBERLÉ, le médecin principal de 2^e classe GRALL, exercera par intérim, les fonctions de Directeur général du Service de Santé du Maroc.

Au Q.G., à Rabat, le 1^{er} mai 1921.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général, Commandant en Chef,

LYAUTEY.

ARRÊTE DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
relatif à la transformation en agence postale de la distribution des postes de Sidi Ben Nour.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté du 10 janvier 1918, portant création d'une distribution des postes à Sidi Ben Nour,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La distribution des postes de Sidi Ben Nour est transformée en agence postale à partir du 1^{er} mai 1921.

ART. 2. — La gérance de cet établissement donnera lieu au paiement de l'indemnité mensuelle de 90 francs.

Rabat, le 25 avril 1921.

WALTER.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
relatif à la transformation en agence postale de la
distribution des postes de Sidi Smaïn.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,**

Vu l'arrêté du 18 novembre 1919, portant création
d'une distribution des postes à Sidi Smaïn,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La distribution des postes de
Sidi Smaïn est transformée en agence postale à partir du
1^{er} mai 1921.

ART. 2. — La gérance de cet établissement donnera
lieu au paiement de l'indemnité mensuelle de 90 francs.

Rabat, le 25 avril 1921.

WALTER.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
créant un poste téléphonique public à Sidi Ben Nour.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,**

Vu les arrêtés viziriels du 15 avril 1920, relatifs au
Service téléphonique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Sidi Ben Nour un
poste téléphonique public à service restreint.

ART. 2. — Des communications téléphoniques pour-
ront être échangées entre ce poste et tous les bureaux du
réseau général de l'Office ouverts au Service téléphonique
public interurbain.

ART. 3. — Le présent arrêté recevra son application à
dater du 1^{er} mai 1921.

Rabat le 27 avril 1921.

WALTER.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
relatif à la création d'une distribution des postes à
Souk el Khemis des Zemamra.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,**

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une distribution des postes est
créée à Souk-el-Khemis des Zemamra, à partir du 1^{er} mai
1921.

ART. 2. — La gérance de cet établissement donnera
lieu au paiement de l'indemnité mensuelle de 45 francs.

Rabat, le 28 avril 1921.

WALTER.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P. T. T.
relatif à la suppression de la distribution des
postes d'Oualidia.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,**

Vu l'arrêté du 13 mars 1919, créant une distribution
des postes à Oualidia ;

Sur la proposition du Contrôleur civil, chef de la Cir-
conscription des Doukkala,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La distribution des postes d'Ouali-
dia est supprimée à partir du 1^{er} mai 1921.

Rabat, le 28 avril 1921.

WALTER.

NOMINATIONS

Par décret en date du 9 avril 1921, M. BLANC, Urbain,
Délégué à la Résidence Générale de France au Maroc, est
nommé Ministre plénipotentiaire de 2^e classe, hors cadre.

Par arrêté du Maréchal de France, Commissaire Rési-
dent Général de la République Française au Maroc, en date
du 10 mai 1921, le rang de Directeur général est conféré à
M. MARC, Consul général, Conseiller du Gouvernement Ché-
rifien, chargé, aux termes de l'article 4 du décret du 19 mai
1917, des rapports avec le Makhzen, de l'Administration et
de la Justice indigènes et du Contrôle des établissements et
de l'Enseignement musulmans.

Par arrêté du Secrétaire Général du Protectorat, en date
du 3 mai 1921, sont nommés à compter du 1^{er} mai 1921 :

Adjoins des Affaires indigènes de 2^e classe :

MM. BARROUQUÈRE, Célestin, rédacteur de 1^{re} classe, ad-
joint au Chef de l'Annexe de Sidi Ali ;

PELONI, Paul, rédacteur de 1^{re} classe au Contrôle
civil de Salé.

Adjoins des Affaires indigènes de 3^e classe :

MM. ANDRÉ, Marc, rédacteur de 2^e classe, adjoint au
Contrôleur civil des Beni Snassen, à Berkane ;

LAVILLE, Marcel, rédacteur de 2^e classe, à la Région
civile de Rabat.

Adjoint des Affaires indigènes de 5^e classe :

M. RULLIER, Marcel, rédacteur de 5^e classe à l'Annexe
de Contrôle de Berguent.

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la
Propriété Foncière, en date du 19 avril 1921, M. DIRAT,
Emile, géomètre de 2^e classe à la Conservation de la Pro-
priété Foncière à Oujda, est promu à la 1^{re} classe de son
grade, à compter du 1^{er} janvier 1921.

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la
Propriété Foncière, en date du 30 avril 1921, M. IMBERT,
Gustave, géomètre-adjoint de 3^e classe à la Conservation de
la Propriété Foncière à Casablanca, est promu à la 2^e classe
de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la

Propriété Foncière, en date du 18 avril 1921, sont nommés, à compter du 1^{er} janvier 1921 :

Géomètres-adjoints de 3^e classe :

MM. MARINACCE, Joseph, Antoine ;
DOLLONE, Paul, Marius, Eugène ;
ENGEL, Eugène ;
VUICHARD, Maurice, Paul ;
RAUX, Pierre, Georges, Amédée.

Géomètre-adjoint stagiaire :

M. JODION, Henri, Emile, dessinateur de 2^e classe.

* * *

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, en date du 28 avril 1921, M. LAIDI MOHAMED BEN LAHCEN, interprète foncier stagiaire à la Conservation de la Propriété Foncière d'Oujda, est nommé interprète foncier de 6^e classe, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, en date du 30 avril 1921, M. DESLOGE, Léon, commis de 1^{re} classe à la Conservation de la Propriété Foncière à Rabat, est nommé commis principal de 3^e classe, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, en date du 30 avril 1921, M. BULLES, Maurice, commis de 2^e classe à la Conservation de la Propriété Foncière à Casablanca, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, en date du 30 avril 1921, M. HUSTE, Raymond, commis de 3^e classe à la Conservation de la Propriété Foncière à Casablanca, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service de la Conservation de la Propriété Foncière, en date du 1^{er} mai 1921, Mme HELMER, Simenne, Léonie, née Dedieu, dactylographe stagiaire au Service de la Conservation de la Propriété Foncière, est nommée dactylographe de 5^e classe, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service des Douanes, en date du 27 avril 1921, M. FONS, brigadier des Douanes de 2^e classe, à Safi, est élevé, sur place à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service des Douanes, en date du 27 avril 1921, M. CHAKOURY BELKACEM, commis des Douanes de 4^e classe à Casablanca (Service central), est élevé, sur place à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service des Douanes, en date du 27 avril 1921, M. BENGHABRIT ABDERRHAMAN, commis des Douanes de 4^e classe à Rabat, est élevé, sur place à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

* * *

Par arrêté du Chef du Service des Douanes, en date du 27 avril 1921, M. BENSARI MOHAMED, commis des Douanes de 4^e classe à Casablanca, est élevé, sur place à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1921.

CLASSEMENT ET AFFECTATIONS dans le personnel du Service des Renseignements.

Par décision résidentielle, en date du 3 mai 1921, sont classés dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements et reçoivent les affectations suivantes :

1^o *En qualité de Chef de bureau de 2^e classe*
(à dater du 19 avril 1921) :

Le capitaine d'infanterie h. c. LE QUITOT, précédemment employé au Service des Affaires indigènes d'Algérie. Cet officier, qui est mis à la disposition du Général commandant la Région de Taza, prendra rang sur les contrôles, en tenant compte de son ancienneté dans le service.

2^o *En qualité d'Adjoints stagiaires*
a. (à dater du 4 mars 1921) :

Le lieutenant d'infanterie h. c. LARCHER, mis à la disposition du Général commandant la région de Meknès.

b. (à dater du 9 mars 1921) :

Le lieutenant d'infanterie h. c. BALMIGERE, mis à la disposition du Général commandant la Région de Taza.

c. (à dater du 29 mars 1921) :

Le capitaine d'infanterie h. c. CARRERE, mis à la disposition du Général commandant la Région de Fès.

d. (à dater du 7 avril 1921) :

Le capitaine d'infanterie h. c. LAUBIES, mis à la disposition du Général commandant la Région de Fès.

e. (à dater du 19 avril 1921) :

Le lieutenant d'infanterie h. c. CHALUREAU, mis à la disposition du Général commandant la Région de Meknès.

f. (à dater du 21 avril 1921) :

Le capitaine d'infanterie h. c. COLLE, mis à la disposition du Général commandant la Région de Meknès, pour être employé dans le Territoire Tadla-Zaïan.

PARTIE NON OFFICIELLE

VOYAGE DU COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL à Fès et au front Beni-Ouarain

Le Commissaire Résident Général est rentré le 31 mars 1921 à Rabat, après un voyage dont l'importance a été considérable, tant au point de vue politique qu'au point de

vue militaire. Le caractère spontané de la réception enthousiaste que la population de la ville de Fès a faite au Maréchal Lyautey, pour fêter sa récente élévation au Maréchalat, a été, en effet, hautement significative.

Bien que la population ait été prévenue à 13 heures seulement que le Maréchal Lyautey ferait à 17 heures son entrée dans la ville, une foule énorme s'était portée à sa rencontre, et de nombreux cavaliers délégués par les tribus voisines, escortèrent l'automobile du Résident depuis la Ferme expérimentale, jusqu'à la Résidence. Dans les souks, la moindre boutique était pavoisée.

Devant la Makina, le Maréchal est salué par le Pacha de Fès et les notabilités indigènes qui lui souhaitent la bienvenue. Il est reçu ensuite par S. M. le Sultan avec qui, à l'issue de la réception officielle, il eut un long entretien particulier. Puis le Maréchal reçut à la Résidence les délégations musulmanes et israélites qui vinrent lui exprimer la joie que la population indigène de la ville de Fès avait éprouvée à voir récompenser par le Gouvernement français les services rendus par lui à l'Empire chérifien.

Le lendemain matin le Maréchal reçut à la Résidence, les officiers de la garnison, et les fonctionnaires, puis la colonie européenne.

M. Jourdan, président de la Chambre mixte de Commerce et d'Agriculture, et M. Barraud, au nom de la Commission municipale, prononcèrent des allocutions pour féliciter le Maréchal Lyautey de sa récente promotion à la plus haute dignité militaire.

Le mercredi 27 avril, le Maréchal rejoint à Smiat, le Groupe mobile qui, sous le commandement du général Aubert, opère actuellement contre les Beni Ouaraïn. Il poussa son inspection jusqu'aux avant-postes.

Cette visite au front a permis au Commissaire Résident Général de se rendre compte des résultats considérables acquis depuis le début des opérations entreprises contre les Beni Ouaraïn.

On peut les résumer succinctement de la façon suivante :
Sécurité complète du couloir Fès-Taza ; pacification d'une région dont la richesse a frappé le Résident ; soumission de 2,700 tentes, soit 13,000 âmes.

Le Maréchal Lyautey profita de sa visite au Groupe mobile de Taza pour remettre diverses décorations à des officiers et des sous-officiers appartenant aux troupes actuellement engagées.

Pour Officier de la Légion d'honneur :

EYME, chef de bataillon, 24° T. ;
CAMPS, chef d'escadron, 4° G.A.C.A. ;
ROUS, capitaine, Service des Renseignements ;
OLIVE, capitaine, état-major de la Subdivision ;
MAIRE, capitaine.

Pour Chevalier de la Légion d'honneur :

PAUL, capitaine, 14° T. ;
BARON, médecin aide-major ;
CHASSARD, capitaine, état-major ;
ARMANI, lieutenant, Service Topographique ;
JOUJIN, capitaine, 14° T. ;
LANGLET, lieutenant, 14° T. ;
COSTE, capitaine, 14° T. ;
ALEYRAUGUES, capitaine, 14° T.

Pour la Médaille militaire :

CHAPELIER, adjudant, 14° T. ;
TANIEN, adjudant, 14° T. ;
BELGACEM, sergent, 24° T.

Rentré à Fès, à 21 heures, le Maréchal visita dans la journée du lendemain, l'Hôpital militaire, puis la ville nouvelle et les camps en construction. Il se rendit ensuite chez S.M. le Sultan, qui l'avait convié à un thé intime.

**SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE
DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC
à la date du 30 avril 1921.**

Dans la Région de Taza, les troupes du Général Aubert viennent d'achever la première partie de leur programme, qui consistait à s'assurer la possession de tous les débouchés au nord de l'arête montagneuse qui coupe en deux le pays Beni Ouaraïn. La façon brillante dont elle s'est accomplie nous permet de bien augurer de la manœuvre qui va suivre incessamment et qui a pour but l'encercllement par le sud-ouest de la masse restante des insoumis.

Cette première série d'opérations nous a déjà valu la soumission effective de 2.600 tentes, représentant une population de 12,000 âmes, au prix de pertes relativement légères.

Dans la Région d'Ouezzan, vient de commencer l'action répressive depuis longtemps décidée contre les dissidents Djebala, mais que le mauvais état des pistes avait fait différer. Nos troupes, sous le commandement du Général Poymirau, ont dû livrer de violents combats pour déloger des positions qu'il occupait en travers de leur direction de marche, et où il avait eu toute facilité pour s'organiser pendant tout un mois, un ennemi très nombreux, très bien armé, d'une rare ténacité et abrité dans des tranchées profondes. Elles ont fait subir aux insoumis des pertes évaluées à 400 tués ou blessés. De notre côté, nous avons perdu au cours des trois journées de combat, 22 tués, dont 1 officier et 3 hommes de troupe français, et 80 blessés, dont 6 officiers et 13 hommes de troupe français.

Le poste de Terroual qui depuis quelques semaines se trouvait isolé, a été dégagé le 26 avril. Il servira de point d'appui aux opérations qui vont suivre et qui ont pour but le rétablissement complet de l'ordre dans cette région. Un premier résultat est atteint : quelques fractions qui avaient fait défection sous la menace trop pressante de leurs voisins, se sont à nouveau ralliées à nous. Néanmoins, l'ensemble des insoumis qui s'appuie sur les éléments de désordre de la zone voisine, et qui prend son mot d'ordre de personnages étrangers au pays, paraît décidé à nous opposer une énergique résistance.

Dans l'extrême sud, les groupements hostiles qui s'étaient constitués en bordure de la zone de Tiznit, à l'appel du prétendant Merrebi Rebbo, paraissent intimidés par la parade que vient d'exécuter avec toute la diligence voulue le Pacha Si Taieb el Goundafi et qui consiste à leur barrer par des détachements makhzen, les débouchés de l'Atlas vers le nord et vers l'ouest.

COMMISSION ARBITRALE DES LITIGES MINIERS

SENTENCE DE LA COMMISSION ARBITRALE concernant la requête 120 F.

M. Romano, Gomes, propriétaire-négociant, de nationalité portugaise, domicilié à Casablanca (Maroc), ayant élu domicile au Consulat de Portugal, à Paris, a présenté une requête tendant à obtenir un permis de recherche pour un périmètre de 3,544 hectares, aux environs de la Cascade Chaouïa, côté opposé au Marabout Sidi Bouschaïb R'Gregui.

Cette requête a été enregistrée sous le numéro 120 F.

Elle a été soumise à la présente Commission, composée du surarbitre, M. Beichmann ; de l'arbitre du Makhzen, M. Deville, et de l'arbitre portugais, M. Navarro.

A l'appui de sa requête, le requérant a invoqué :

1° Une déclaration adressée le 24 octobre 1911 au Consulat de Portugal, à Casablanca, par laquelle le requérant dénonçait qu'il se trouvait une mine sur un terrain lui appartenant, à environ 200 mètres de la Cascade Chaouïa, côté opposé au Marabout Sidi Bouschaïb R'Gregui, en demandant qu'on lui donnât acte de sa déclaration, « tant pour sa propriété que pour les propriétés environnantes » portées sur un plan et ayant pour centre « la propriété en question », dont les coordonnées furent indiquées.

2° Une déclaration adressée le 22 mars 1912 au Consulat de Portugal, à Casablanca, par laquelle le requérant dénonçait que, sur un terrain lui appartenant « près de la Cascade Z'Nada, côté opposé au Marabout Sidi Bouschaïb R'Gregui, se trouvaient aussi des métaux connexes et une mine de cuivre, en demandant qu'on lui donnât acte de sa déclaration pour sa propriété et les propriétés environnantes ayant pour centre « la propriété en question », dont les coordonnées furent indiquées.

Le requérant allègue qu'il a fait, en avril et mai 1912, exécuter sous la direction de M. René, R., Meunier, ingénieur civil des Mines, des travaux de recherche très importants : (tranchées, galeries, puits et petits sondages). Un rapport de M. Meunier, en date du 6 juin 1912, contenant des notes géologiques, une description des travaux exécutés, et une étude sur le cubage du gisement et sur les conditions économiques de son exploitation, a été produit.

Le montant des dépenses pour les travaux effectués se serait, selon le requérant, élevé à une quinzaine de mille francs.

Le point de vue juridique auquel se place le requérant, est celui de l'inventeur du gisement et de propriétaire du terrain sur lequel se trouve le principal affleurement du gisement.

A la séance fixée pour la discussion de la requête, le requérant, bien que dûment convoqué, ne s'est pas fait représenter.

Le Service des Mines, représenté par M. Lantenois, a examiné la requête et a conclu au rejet de la demande. Il a notamment insisté sur l'insuffisance du rapport de M. Meunier, pour prouver une activité minière sérieuse et qualifiée de la part du requérant.

Le requérant n'appuie pas sa demande sur une base juridiquement valable, antérieure au règlement minier de 1914, ainsi qu'il est prévu à l'art. 2, alinéa 1^{er} du dahir instituant la Commission.

Lorsque la demande ne repose pas sur une base juridiquement valable, il appartient à la Commission, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 2 du dahir, de décider si, et jusqu'à quel point, il y a lieu, pour des raisons d'équité, d'accorder des permis de recherche ou d'exploitation.

Une déclaration de découverte est un acte unilatéral présenté dans l'intention de se procurer date certaine de la demande. Elle peut bien être le préliminaire de démarches en vue d'une industrie minière, mais ne peut, en elle-même, prétendre à être appréciée au point de vue de l'équité.

Le requérant n'ayant pas légitimé avoir, dans un but minier, acquis la propriété de terrains compris dans le périmètre sollicité, la seule circonstance dont peut se prévaloir le requérant, serait donc les travaux de prospection qu'il aurait exécutés.

Bien que le rapport de M. Meunier ne soit pas de nature à démontrer l'exploitabilité des gisements en question, la Commission ne peut pas mettre en doute que des travaux de prospection consistant en des galeries, puits et tranchées, y ont été exécutés, travaux qui, de l'avis de la Commission, ayant une certaine utilité minière, justifient, aux termes de la disposition précitée, l'octroi, en équité, d'un permis de recherche. Le périmètre à accorder ne doit cependant pas dépasser une étendue de 400 hectares, formant un carré de deux kilomètres de côté et comprenant les lieux où, selon le plan présenté par le requérant, les principaux travaux ont été exécutés.

Par ces motifs,

La Commission

accorde au requérant un permis de recherche pour un périmètre de 400 hectares, formant un carré de 2 kilomètres de côté, orienté suivant les méridiens et parallèles géographiques et ayant pour sommet sud-est le Marabout de Sidi Moussa el Medjoub, situé à 10 kilomètres environ au sud de Fédalah.

Le permis est accordé en conformité de l'alinéa 6 de l'article 2 du dahir instituant la Commission.

Fait à Paris, le 18 avril 1921.

Le Secrétaire faisant fonctions de Greffier : Le surarbitre :

L. ROBIN.

BEICHMANN.

SENTENCE DE LA COMMISSION ARBITRALE
concernant les requêtes 58, 59, 70, 71, 72, 73, 74, 75,
76, 77, 78, 84, 85, 91, 92, 98, 99, 100, 101,
105, 111 et 112 F.

La Société « Union des Mines Marocaines », de nationalité française, domiciliée à Paris, 55, rue de Châteaudun, a présenté les requêtes suivantes, tendant à obtenir des permis de recherche :

1° Pour un périmètre de 1.256 hectares, formant un

cercle de 2 kilomètres de rayon et ayant comme centre la maison du Naïb Bou Guérich, représentant à Anagzdom, dans la haute vallée de l'oued Agoundis (Goundafi), du Cheikh des Aït Youb. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 58 F.

2° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre l'angle saillant sud de la maison de Hadj Saïd ben el Hadj Brahim (territoire des Aït bou Amran. Sous). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 59 F.

3° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le marabout de Sidi bou Beker (Tazeroualt), situé sur le chemin de la Zaouïa de Sidi Ahmed ou Mouça à Illir. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 70 F.

4° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le marabout de Sidi bou Abdelli, situé à l'est du village d'Inter (territoire des Aït bou Amran. Sous). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 71 F.

5° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon, et ayant comme centre une maison construite en terre, située à l'extrémité du village Ous Mettout, au bord d'un petit ravin, dans la vallée de l'oued Zenaga (région du Guendafa). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 72 F.

6° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre la source dite Aïn Tagnejguelt (Tazeroualt), située aux environs de la maison en ruines du Caïd Saïd el Mejjari. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 73 F.

7° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le point dénommé Anoud ou Roumi (tribu des Aït Jerrar, Sous). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 74 F.

8° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le marabout de Sidi Bombah, dans le Djebel Tifelouest. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 75 F.

9° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre la Zaouïa des Ouled Sidi Haddou, située à environ 3.000 mètres de la Kasbah des Beni Znitten, au lieu dit Chaba el Mouhila (tribu des Haïaïna), près de l'Innaouen. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 76 F.

10° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre l'angle saillant N.E. de la maison d'Ahmed ben Saïd, des Khetatba, sujet du Caïd Abbes ben Randour. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 77 F.

11° Pour un périmètre de 314 hectares, formant un cercle de 1.000 mètres de rayon et ayant comme centre la Kouba de Sidi Amor, située à environ 600 mètres au N.O. du Souk el Arba des Skhrour (territoire des Rehamina). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 78 F.

12° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le village d'Aguersif (Riata), sur les rives de l'Innaouen, à l'ouest de Taza. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 84 F.

13° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le Marabout de Sidi Salah (Tazeroualt). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 85 F.

14° Pour un périmètre de 600 hectares, formant un rectangle délimité comme suit :

Au nord et au sud, par deux lignes droites est-ouest passant respectivement à 2.500 mètres au nord et à 500 mètres au sud de la Kouba de Sidi Abd el Kader; à l'ouest et à l'est, par deux lignes droites nord-sud passant respectivement à 500 mètres à l'est et à 1.500 mètres à l'ouest du même point. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 91 F.

15° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre la tour située sur la face de la maison de Mohammed el Kajir, sur la rive droite de l'oued Tagragra, à proximité des jardins du même nom. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 92 F.

16° Pour un périmètre de 3.200 hectares, formant un rectangle délimité comme suit :

Au nord et au sud, par deux lignes droites passant respectivement à 500 mètres au nord et à 3.500 mètres au sud de la Kouba de Koudiat Lafouo, située sur un monticule dominant au sud Sidi Bahal (territoire des Zemran); à l'est et à l'ouest, par deux lignes droites passant respectivement à 500 mètres à l'est et à 7.500 mètres à l'ouest du même point. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 98 F.

17° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre la Kouba de Sidi Messaoud, située sur la rive gauche de l'oued Ouarra. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 99 F.

18° Pour un périmètre de 7.854 hectares, formant un cercle de 5 kilomètres de rayon et ayant comme centre le point culminant du Djebel Chiker, au sud de Taza (cote 1.778 de la carte au 1/200.000° du bureau topographique du Maroc occidental, tirage d'avril 1913). Cette requête a été enregistrée sous le numéro 100 F.

19° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le Marabout de Sidi Chetouan, situé près du village d'Izerra. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 101 F.

20° Pour un périmètre de 5.000 hectares formant un rectangle délimité comme suit :

À l'ouest, par une ligne droite nord-sud passant par la source dite « Aïn el Orak », à l'extrémité ouest et sur le versant sud du Djebel el Haouanet; à l'est, par une ligne droite nord-sud passant à 10 kilomètres à l'est du même point; au nord et au sud, par deux lignes droites est-ouest passant respectivement à 2 kilomètres au nord et à 3 kilomètres au sud du même point. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 105 F.

21° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le Marabout de Sidi Mohammed ben Ahmed, situé au sommet du Djebel Galaz. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 111 F.

22° Pour un périmètre de 2.826 hectares, formant un cercle de 3 kilomètres de rayon et ayant comme centre le

Marabout de Sidi Ismaël, à 6 kilomètres-environ à l'est de la colline de Galaz. Cette requête a été enregistrée sous le numéro 112 F.

Les requêtes ont été soumises à la présente Commission, composée du surarbitre, M. Beichmann, de l'arbitre français, M. Fromageot, et de l'arbitre du Makhzen, M. Deville.

A l'appui de ses requêtes, le requérant a invoqué, sauf pour la requête 75 F, des déclarations de découverte adressées, soit au Ministre de France à Tanger, soit au Consulat général de France à Casablanca. Les déclarations portaient les dates suivantes : requête 58, le 28 juillet 1910; requête 59, le 13 mai 1911; requête 70, le 12 juillet 1911; requête 71, le 13 mai 1911; requête 72, le 30 mars 1911; requête 74, le 12 juillet 1911; requête 76, le 10 mars 1912; requête 77, le 20 juin 1910; requête 78, le 19 mars 1910; requête 84, le 10 mars 1912; requête 91, le 23 novembre 1908, confirmée le 7 août et le 22 novembre 1909; requête 92, le 30 août 1910; requête 98, les 15, 16 et 17 mars 1911; requête 99, le 7 mai 1912; requête 101, le 7 mai 1912. Une copie du texte des déclarations a été produite, sauf en ce qui concerne les requêtes 85, 100, 105, 111 et 112 qui, selon le requérant, seraient datées respectivement du 12 juillet 1911, des 18 et 21 mars 1912, du 26 juin 1911 et février 1912. Elles ont été présentées au nom du requérant, à l'exception des deux premières déclarations se référant à la requête 91, lesquelles ont été présentées au nom de la « Compagnie Marocaine », qui aurait cédé ses droits au requérant. Aux déclarations, dont copie du texte a été produite, auraient été joints des croquis, sauf en ce qui concerne la requête 75.

Le requérant allègue avoir, de 1909 à 1914, porté tout son effort à découvrir des affleurements minéralisés et à donner date certaine aux découvertes effectuées au moyen de déclarations adressées à une autorité compétente. Le montant des dépenses faites au Maroc dans ce but, d'après un relevé explicatif produit par le requérant, se serait élevé à la somme de 1.124.842 francs, dont 283.490 francs pour achats de portefeuilles miniers.

En ce qui concerne quelques-unes des requêtes, le requérant a présenté des notes contenant des descriptions des gisements en question. C'est le cas pour les requêtes 72 (notes de M. Micoulaut, sans date), 75 (note signée « Djafar », sans date), 77 (lettre de M. Fleury, datée du 15 mai 1910), 78 (lettre de M. Fleury, datée du 19 mai 1910), 92 (deux rapports de M. Brives, l'un daté juillet-août 1903, l'autre daté du 30 novembre 1903) et 98 (note de M. Evesque, datée du 26 septembre 1911).

Pour la requête 59, le requérant a aussi allégué un contrat de location, en date du 9-10 juillet 1911, par lequel un indigène déclare louer à M. Boule, représentant du requérant, une mine lui appartenant, à Inter, moyennant la somme de 500 réaux par an.

Par lettre du 11 avril 1921, le requérant a présenté un grand nombre de nouveaux documents, entre autres un exposé d'ensemble des prospections effectuées, les rapports et correspondances de ses agents et certains documents complémentaires concernant les requêtes présentées.

A la séance fixée pour la discussion des requêtes, la société requérante s'est fait représenter par son directeur, M. Jordan, qui a donné un aperçu d'ensemble sur l'activité de la société et diverses explications concernant en particu-

lier certaines requêtes. Il a déclaré se désister des requêtes 75, 76, 77, 84, 91, 99, 101, 111 et 112.

Le Service des Mines, représenté par MM. Lantenois et de Lapradelle a, lui aussi, donné un aperçu sur l'activité de la société requérante, activité qui présentait des traits généraux analogues à ceux qui, dans une sentence rendue récemment par la Commission, ont motivé l'attribution d'un certain nombre de permis et qui, à son avis, doit également motiver l'octroi au requérant actuel de quelques-uns des permis sollicités. En examinant les différentes requêtes sous ce point de vue et en faisant état de certains documents contenus dans les dossiers présentés le 11 avril dernier, M. Lantenois a conclu que les demandes de permis de recherche étaient justifiées, en ce qui concerne :

La requête 58, pour laquelle il ressort des documents que le gisement a été visité deux fois par des ingénieurs compétents de la Société (M. Jordan et M. Dorée) et que des échantillons recueillis ont été l'objet d'une analyse quantitative ;

La requête 92, pour laquelle les deux rapports de M. Brives, accompagnés d'une carte géologique, donnent des renseignements très intéressants sur les gisements visités par lui à deux reprises ;

La requête 98, pour laquelle les documents démontrent que les gisements ont été examinés par M. Brives et plus tard, à deux reprises, par les ingénieurs du requérant (MM. Evesque et Hébert), dont les rapports sont accompagnés de coupes géologiques; des analyses ont été également produites.

En ce qui concerne les requêtes 59, 72 et 78, M. Lantenois a fait remarquer que les arguments en faveur du requérant étaient moins forts que pour les requêtes précédentes. Il a déclaré qu'il ne concluait ni à l'octroi d'un permis ni au rejet de la requête.

Pour les autres requêtes, M. Lantenois a estimé qu'il n'y a pas lieu d'accorder les permis sollicités. Pour la plupart d'entre elles il n'y a que des déclarations de découverte qui, selon la jurisprudence constante de la Commission, ne peuvent suffire.

La Commission donne acte du désistement du requérant en ce qui concerne les requêtes 75, 76, 77, 84, 91, 99, 101, 111 et 112 F. Ces requêtes seront donc rayées du rôle.

Il résulte des renseignements fournis que l'activité minière invoquée par le requérant a eu pour but immédiat de découvrir des affleurements minéralisés et de donner date certaine aux découvertes moyennant des déclarations faites à une autorité compétente, afin de se procurer des titres à l'obtention des concessions futures. A cette fin, la société requérante avait, depuis sa constitution en 1907, acquis les résultats d'études de différentes sociétés, entre autres de la « Compagnie d'Agadir », qui avait fait des prospections conduites par l'ingénieur M. Ancelin, assisté d'agents indigènes, de la Compagnie « Mokta el Hadid », qui, pendant plusieurs années, avait fait des recherches et découvertes et dont le principal explorateur fut M. Brives, et de la « Compagnie Marocaine ».

Le requérant avait notamment, dès le commencement de 1909, envoyé un grand nombre d'expéditions au Maroc, conduites par des ingénieurs compétents, assistés de quel-

ques mineurs européens et de plusieurs agents indigènes, et ayant pour but, soit de trouver le plus de gisements possible et de faire des déclarations de façon à établir des droits de priorité, soit d'exercer le contrôle technique des découvertes précédentes.

Une telle exploration systématique, effectuée pendant des années, au prix d'efforts et de sacrifices très considérables, constitue, à l'avis de la Commission, une activité minière dont on ne peut nier l'utilité minière et qui, étant antérieure à la publication du dahir chérifien sur les mines, mérite d'être prise en considération en équité, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 2 du dahir instituant la Commission.

Toutefois, lesdits travaux d'exploration ne peuvent, à l'avis de la Commission, justifier, en équité, l'attribution de permis de recherche que dans une mesure assez restreinte et seulement pour des périmètres dans lesquels, selon les renseignements fournis, l'activité se présente comme ayant eu une importance plus spéciale.

Se basant sur ces considérations, la Commission trouve équitable d'accorder des permis de recherche en ce qui concerne les requêtes 58, 92 et 98, pour lesquelles le Service des Mines a proposé de les accorder et à raison des circonstances invoquées par celui-ci.

Quant à la forme des périmètres à accorder, la Commission préfère, conformément aux dispositions de l'art. 12 du dahir chérifien sur les mines, celle d'un carré ou d'un rectangle dont les côtés sont orientés suivant les directions nord-sud et est-ouest géographiques. Aux cercles demandés par le requérant dans les requêtes 58 et 92 seront donc substitués, en ce qui concerne la première de ces requêtes, un rectangle mesurant 4 kms dans la direction nord-sud et 3 kms dans la direction est-ouest, et, en ce qui concerne l'autre requête, un carré de 5 kms de côté. L'étendue de ces deux périmètres sera à peu près la même que celle des périmètres sollicités. Quant au périmètre demandé dans la requête 98, ayant la forme d'un rectangle orienté nord-sud et est-ouest, il n'y a pas lieu de le modifier, l'étendue en étant justifiée par les renseignements sur l'extension du gisement en question.

En ce qui concerne les requêtes 59, 70, 71, 72, 73, 74, 78, 85, 100 et 105, la Commission est d'avis que les renseignements fournis ne démontrent pas une activité assez importante pour justifier l'octroi des permis sollicités. Pour la plupart d'entre elles, la Commission se trouve en l'absence de tout renseignement appréciable autre que les déclarations de découverte qui, produites toutes seules, ne peuvent, selon la jurisprudence de la Commission, préten-

dre à être appréciées en équité. Le contrat de location présenté à l'appui de la requête 59 et l'analyse faite d'un échantillon provenant du gisement ne peuvent, en l'absence de renseignements plus précis, suffire pour justifier l'octroi d'un permis. Il en est de même quant aux rapports présentés à l'appui des requêtes 72 et 78, rapports qui traitent de quelques mines anciennes sans étude approfondie des gisements.

Par ces motifs,

La Commission,

1° Raye du rôle les requêtes n° 75, 76, 77, 84, 91, 99, 101, 111 et 112 F.;

2° Déboute le requérant de ses requêtes n° 59, 70, 71, 72, 73, 74, 78, 85, 100 et 105 ;

3° Accorde au requérant des permis de recherche portant sur des périmètres définis comme suit :

Requête n° 58. — Un rectangle orienté suivant les méridiens et parallèles géographiques, mesurant 4 kms dans la direction nord-sud et 3 kms dans la direction est-ouest. Ce rectangle a pour centre la maison du Naïb Bou Guerich, représentant du Cheikh des Aïl Youb, au village d'Anezdoura (Guendafa), situé près du confluent de l'affluent de l'oued Agoundis, qui descend du Tizi Nzaout et d'un torrent venant du Djebel Amskrim, par environ 34 G. 49' de latitude et 11 G. 50' de longitude ;

Requête n° 92. — Un carré de 5 kms de côté, orienté suivant les méridiens et parallèles géographiques. Ce carré a pour centre la tour située sur la face sud de la maison de Mohammed el Kajur, sur la rive droite de l'oued Tagragra, au village de ce nom, et par environ 34 G. 81' de latitude et 13 G. 27' de longitude ;

Requête n° 98. — Un rectangle orienté suivant les méridiens et parallèles géographiques, mesurant 4 kms dans la direction nord-sud et 8 kms dans la direction est-ouest. Le sommet nord-est de ce rectangle se trouve à 500 mètres à l'est et 500 mètres au nord de la Kouba de Koudiat Lafouo, située sur un monticule dominant au sud Sidi Rahal, territoire des Zemran, par environ 35 G. 15' de latitude et 10 G. 89' 50'' de longitude.

Les permis sont accordés en conformité de l'alinéa 6 de l'article 2 du dahir instituant la Commission.

Paris, le 23 avril 1921.

Le Surarbitre,

BEICHMANN.

Le Secrétaire f. fonctions de Greffier,
L. ROBIN

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHES DE MINES ACCORDÉS PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1921

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	PÉRIMÈTRE — Côté du carré	CARTE au 1/200.000	REPÉRAGE du centre du carré	MINÉRAI
320	12 Avril 1921	Giraud Gaston, colon à Mazagan	4.000 m.	Settat [E]	600 mètres Sud et 25 mètres Est du marabout Si bou Sellam.	Fer
1494	id.	Busset, Francis, « Presse Marocaine », Casablanca	id.	Mechra-b.-Abbou [E]	200 mètres Est du signal géodésique 639.	Plomb
1495	id.	id.	id.	Dar el M'tougui [E]	6.800 mètres Ouest et 2.800 mèt. Sud du marabout Si bou Malek.	Piomb et cuivre
1496	id.	id.	id.	id.	1.100 mètres Sud et 3.000 mètres Est du marabout Si bou Malek.	id.
1497	id.	id.	id.	Casablanca [E]	5.400 mètres Sud et 1.200 mètres Est du signal géodésique 319.	Fer
1498	id.	Gomès Romano, 14, place de Belgique, Casablanca.	id.	Casablanca [O]	2.000 mètres Nord et 4.650 mètres Est du marabout Si bou Chaïb.	Fer et connexes
1500	id.	id.	id.	id.	2.600 mètres Est et 250 mètres Nord du marabout Si Moussa el Mejdoud.	id.
1502	id.	Atalaya y Arcos, Carlos, 23, R. Aviateur Coli, Casablanca.	id.	Casablanca [E]	4.300 mètres Nord et 200 mètres Est du signal géodésique 205 (El Koudia).	id.
1503	id.	id.	id.	id.	4.300 mètres Nord et 4.200 mètres Est du signal géod. 205 (El Koud a).	id.
1504	id.	Bonnell de Mezières, Albert, Hotel de la Tour Hassan, Rabat.	id.	Oujda [O]	2.150 mètres Est et 650 mètres Nord du marabout Si Amara Cherki.	Fer, manganèse et connexes
1505	id.	id.	id.	id.	6.150 mètres Est et 650 mètres Nord du marabout Amara Cherki.	id.
1506	id.	id.	id.	id.	1.850 mètres Ouest et 3.350 mètres Sud du marabout Si Amara Cherki.	id.
1507	id.	id.	id.	id.	2.150 mètres Est et 3.350 mètres Sud du marabout Si Amara Cherki.	id.
1508	id.	id.	id.	id.	6.150 mètres Est et 3.350 mètres Sud du marabout Si Amara Cherki.	id.
1509	id.	id.	id.	id.	1.850 mètres Ouest et 7.350 mèt. Sud du marabout Si Amara Cherki.	id.
1510	id.	id.	id.	id.	2.150 mètres Est et 7.350 mètres Sud du marabout Si Amara Cherki.	id.
1511	id.	id.	id.	id.	5.850 mètres Ouest et 1 950 mèt. Nord du marabout Si Mostefa.	id.
1512	id.	Butteux, Georges, r. de Rabat, Roches-Noires, Casablanca	id.	Marrakech-Sud (O)	Longitude 11 G 56' 45". et latitude 34 G 83' 50".	Fer, cuivre, et connexes
1513	id.	Lambert de Cremer, Gabriel, Océanic-Hôtel, Rabat.	id.	Oulmès [E]	6.600 mètres Est et 1025 mètres Sud du marabout Si bou Lakrzem.	Fer, potasse
1514	id.	id.	id.	Fès (O)	1.200 mètres Nord et 625 mètres Est du marabout Si Mohd. b Yacoub.	Hydrocarbures
1515	id.	Bonnell de Mezières, Albert, Hotel de la Tour Hassan, Rabat.	id.	Oujda [O]	9.850 mètres Ouest et 950 mètres Nord du marabout Si Mostefa.	Fer, manganèse et connexes
1516	id.	id.	id.	id.	5.850 mètres Ouest et 950 mètres Nord du marabout Si Mostefa.	id.
1517	id.	id.	id.	id.	1.850 mètres Ouest et 150 mètres Sud du marabout Si Mostefa.	id.
1518	id.	id.	id.	id.	2.150 mètres Est et 4.950 mètres Nord du marabout Si Mostefa.	id.
1519	id.	id.	id.	id.	2.150 mètres Est et 950 mètres Nord du marabout Si Mostefa.	id.
1520	id.	Charles, Jean, 14, R. de Romicourt, Saint-Quentin.(Aisne).	id.	Marrakeck-Sud (E)	Longitude 11 G 52'50". et latitude 34 G 92'55".	Cuivre
1521	id.	Atalaya y Arcos Carlos, 23, R. Aviat ^r Coli, Casablanca.	id.	Casablanca [E]	8.000 mètres Nord et 1 000 Est du signal géodésique 205 (El Koudia).	Fer et connexes
1522	id.	Zemerli Mohamed, chez M. Tisserand. Hôtel-Continental, Kénitra.	id.	Marrakech-Sud (E)	Angle Nord Est longitude 11 G 04'70" et latitude 35 G 09'83".	Charbon
1523	id.	id.	id.	id.	Angle Nord Est longitude 11 G 00'00". latitude 35 G 09'83".	id.

**LISTES DES PERMIS DE RECHERCHES DE MINES
ANNULÉS A LA DATE DU 1^{er} MAI 1921**
(soit à la demande des titulaires, soit pour non renouvellement). Cette liste fait suite à celle parue dans le « Bulletin Officiel » n° 385, du 9 mars 1920.

N° du permis	TITULAIRES	CARTE
316	Bussel.	Settat (E).
317	Combélas.	id.
351	Sté des Mines d'Oujda.	Oujda (O).
562	Bochet.	Oulmès (E).
563	Ciotta.	Mazagan (O. et E).
583	Bono.	Mazagan (E).
628	Combélas.	El Borouj (O).
630	Charlin.	Fès (O).
721	Jacquot de Goyon.	Meknès (E).
722	id.	id.
723	id.	id.
785	Attali.	D. el M'Tougui (E).
41	Chapon.	Ka b. Ahmed (E. et O).
414	Desbarres.	id.
870.	Le Roy Liberge.	Meknès (O).
871	id.	id.
872	id.	id.
873	id.	id.
874	id.	id.
919	Mifsud.	Fès (O).
920	id.	Fès (E).
921	Bonnel de Mézières.	Demnat (E).
940	Ferrier.	D. el M'Tougui (O).
946	Jacquier	Rabat.
947	id.	id.
805	Attali.	Tanjerjt (O).
810	Busset.	D. K. el Glaoui (O).
811	id.	id.
936	Paris.	Debdou (E).
937	id.	Taurirt (E).
38	Karsenty.	Oujda (O).
67	Reynaud.	id.
76	Forgeot.	id.
322	Reynaud.	id.
348	Forgeot.	id.
349	id.	id.
405	Desbarres.	O. Tensift (O).
407	id.	id.
536	id.	Marrakech-Nord (O)
52	Gueudelot.	Marrakech-Sud (O).
162	Cohen.	Marrakech-Sud (E).
300	id.	id.
735	Busset	D. K. el Glaoui (O).
736	id.	id.
737	id.	id.
739	id.	id.
741	id.	id.
756	id.	id.
763	id.	Marrakech-Sud (E).
786	Cerino.	Marrakech-Sud (O).
787	id.	id.

N° du permis	TITULAIRES	CARTE
804	Lykurgue.	Marrakech-Sud (E).
887	Attal.	id.
888	Egret.	id.
964	Société l'Union des Mines Marocaines.	Marrakech-Sud (O) et Tanjerjt (O)
972	Lazarevitch.	El Borouj (O).
973	Pierotti.	Mazagan.
974	id.	id.
975	id.	id.
976	id.	id.
977	id.	id.
978	id.	id.
980	id.	id.
981	id.	id.
994	Société Française des Mines du Maroc.	Ka. b. Ahmed (E).
995	id.	id.
822	Lykurgue.	Marrakech-Sud (E).
823	Egret.	id.
938	Paris.	Debdou (E).
2	Bigaré.	Oulmès (O).
89	Garenne.	Casablanca (O).
136	Busset.	Demnat (E).
293	Garenne.	Casablanca (O)
526	Busset.	Mechra b. Abbou (E)
539	id.	Demnat (O).
573	Sté Civ. de Recher. et d'Expl. des Mines au Maroc	Casablanca (E).
654	Combélas.	Casablanca (O).
748	Busset.	D. el M'Tougui (E).
749	id.	id.
751	id.	id.
752	id.	id.
753	id.	id.
754	id.	id.
761	id.	id.
894	Lazarevitch.	K. b. Ahmed (E).
158	Cohen.	Fès (E).
159	id.	id.
160	id.	id.
360	id.	Fès (O).
829	Sté Civile de Prospection.	Marrakech-Sud (E).
830	id.	id.
833	Attali.	Marrakech-Sud (O).
839	Sté Civile de Prospection.	id.
1005	Sourd.	Settat (O).
1029	Rigaud.	Ouezzane (E).
1033	id.	Meknès (E).
1034	id.	Fès (O).
533	Busset.	Mechra b. Abbou (E)
572	Sté Civ. de Rech. et d'Exploit. de Mines au Maroc.	Casablanca (O).
574	id.	id.
90	Garenne.	id.
91	id.	id.
92	id.	id.
93	id.	id.
409	Busset.	Settat (E).
538	id.	Marrakech-Nord (O).
77	Forgeot.	Demnat (O).
78	id.	Oujda (O).
		id.

N° du permis	TITULAIRES	CARTE
79	Forgeot.	Oujda (O).
80	id.	id.
81	id.	id.
82	id.	id.
555	Busset.	Marrakech-Nord (O).
559	Miquel.	Fès (O).
318	Garenne.	Settat (E).
319	id.	id.
42	Alet.	Oujda (O).
79	Giraud.	Mechra b. Abbou (O)
294	Garenne.	Casablanca (O).
438	Desbarres.	Oujda (O).
439	id.	id.
497	de Freitas-Martins.	Mechra b. Abbou (E)
950	Société Française des Mines du Maroc.	Oujda (E).
992	id.	id.
165	Lorin.	Fès (E).
908	Société de Recherches et de Forages.	Fès (O).
1066	Takis.	Marrakech-Sud (E).
1067	Compagnie Générale de l'Afrique Française.	Demnat (E).
1068	id.	id.
1075	Takis.	Marrakech-Sud (E)
1077	Farigu.	Settat (E).
1084	Coste.	Ouezzane (E).
1092	Grégoire.	Casablanca (E).
1093	Société Française des Mines du Maroc.	Kasba b. Ahmed (E).

AVIS
relatif aux exportations d'orges (Dahir du 8 avril 1921)

(CONTINGENT DE 200,000 QUINTAUX)

Situation au 30 avril 1921 :

Quantités déclarées..... 160,687 qx 97
Quantités embarquées..... 131,388 qx 57

AVIS DE MISE EN RECouvreMENT
de certains rôles de patentes pour l'année 1920

Les contribuables sont informés que les rôles de Patentes de l'année 1920 (2^e semestre), sont mis en recouvrement à la date du 10 mai 1921 pour toutes les localités non constituées en municipalités, désignées par l'arrêté viziriel du 8 novembre 1920, à l'exception de celles de la Région d'Oujda et de la Circonscription des Doukkala.

Rabat, le 1^{er} mai 1921.

Le Directeur des Contributions directes et du cadastre,
Chef du Service des Impôts et Contributions :

PARANT.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS⁽¹⁾

I. -- CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 457^r

Suivant réquisition en date du 9 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Fischerkeller, Edmond, Alexandre, colon, marié à dame Bal, Marie, Anne, à Assi-Ben-Okba (Algérie), le 9 mai 1908, sans contrat, demeurant et domicilié au Ban-des-Tamarins, par Kénitra, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Ouled Riahi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Simone-Gaby », consistant en terrains de culture avec maison d'habitation, située (Contrôle civil de Mechra Bel Ksiri), tribu des Beni Malek, douar des Oulad Riahi, au lieu dit Souk El Tléta de Sidi Brahim.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares environ, est limitée : au nord, par la propriété de Allal ben Djilali, demeurant au douar Oulad Riabi ; à l'est, par les propriétés de Ould Bergot Matougui, Si Mohamed Srir Matougui, Djilali bel Hadj Matougui et ben Mulondi, demeurant tous au douar Oulad Riabi ; au sud, et à l'ouest, par le Sehou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit

immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 1^{er} Djoumada 1139, aux termes duquel M. Godart lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 458^r

Suivant réquisition en date du 4 mars 1921, déposée à la Conservation le 9 du même mois, M. Rouzier, Auguste, Gabriel, propriétaire, marié à dame Macé, Marie, Henriette, à Saint-Servan (Ile-et-Vilaine), le 29 avril 1891, sous le régime de la communauté, suivant contrat reçu le même jour par M^e Vigour, notaire à Saint-Servan, demeurant à Casablanca, villa Zeïna, 11, rue Verlet-Hanus, et faisant élection de domicile à Meknès, chez M. Berraz, architecte, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Zeïna », consistant en maison et dépendances, située à Meknès, Ville nouvelle, lot n° 26 du lotissement municipal.

Cette propriété, occupant une superficie de 900 mètres carrés 30,

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Cadastre, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

est limitée : au nord, par la propriété de M. Raymond, vétérinaire-major à Meknès ; à l'est, par une rue parallèle au chemin de fer de Tanger à Fès ; au sud, par une rue de douze mètres ; à l'ouest, par la rue des Souks.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que la mitoyenneté du mur au nord, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés en date à Casablanca du 1^{er} janvier 1921, aux termes duquel M. My, Louis lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 459^e

Suivant réquisition en date du 9 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Benoualid, Amram, Judah, commerçant, marié à dame Cotta, Benatar, à Rabat, le 13 Kessive 5672 (octobre 1911), suivant le rite israélite, demeurant et domicilié à Rabat, au Mellah, 4, impasse Skaia, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Jaquito n° 1 », consistant en terrain, située à Rabat, quartier des Tourgas.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété Videau et C^{ie}, représentée par M. Francesci, colon, à Sidi Bouderra (Rarb) ; à l'est, par la propriété Schiffer et C^{ie}, représentée par le gérant-séquestre des biens Austro-Allemands, à Rabat ; au sud, par la propriété des héritiers Regragui, représentés par leur tuteur Tabar Regragui, demeurant à Rabat, 4, rue Ben-Abdallah ; à l'ouest, par une rue projetée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul homologué de la 2^e décennie de Djoumada I 1332, aux termes duquel M. Bigare, négociant à Rabat, lui a vendu ladite propriété, et d'une décision de la Commission syndicale de l'Association des propriétaires des Tourgas, homologuée par dahîr du 3 juillet 1919.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

II — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 3808^e

Suivant réquisition en date du 4 janvier 1921, déposée à la Conservation le même jour : 1^o Amor ben Ali Djadhani Louati Medjerabi, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel, qu'en celui de : a) Abdallah ben Ali Djadhani Louati, marié selon la loi musulmane ; b) Abdesselam ben Ali Djadhani Louati, marié selon la loi musulmane, suivant procuration du 12 Rebia II 1339 ; 2^o Mohammed ben Abdallah ben M'Hamed Doukkali Jadhani Louati, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : a) Roukaya bent Djilani ben Maati, veuve de Bouchaïb ben M'Hamed, décédé vers 1910 ; b) Hachemi ben Bouchaïb ben M'Hamed Doukkali Jadhani Louati, marié selon la loi musulmane ; c) Larbi ben Bouchaïb ben M'Hamed Doukkali Jadhani Louati, marié selon la loi musulmane ; d) Djilani ben Bouchaïb ben M'Hamed Doukkali Jadhani Louati, marié selon la loi musulmane ; e) Ghanou bent Bouchaïb ben M'Hamed Doukkali Jadhani Louati, mariée selon la loi musulmane, à Mohammed ben Messaoud ; f) Fatima bent Bouchaïb ben M'Hamed Doukkali Jadhani Louati, mariée selon la loi musulmane à Larbi ben Cheleuh, suivant procuration du 13 Rebia II 1339, domiciliés au douar des Louata, fraction des Guedana, tribu des Ouled Saïd, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis dans la proportion de 1/2 pour le premier et ses mandants, et l'autre 1/2 pour le second et ses mandants, d'une propriété dénommée « Habel Abderrhman ben Cherki », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Habel Abderrhman », consistant en terrain de culture, située au Contrôle civil des Ouled Saïd, tribu des Guedana, fraction d'El M'Jerba, à 7 kilomètres environ de la gare de Sidi Abdallah.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par la propriété des Ouled Abdelkrim Guedani Hamari, demeurant au douar de Sid el Houari, tribu de Guedana (Ouled Saïd) ; à l'est, par la propriété des Ouled Sid Ahmed Er Ragraqui, demeu-

rant au douar des Louata, même tribu ; au sud, par la propriété des Ouled Djilani ben Mohammed, demeurant au douar précité ; à l'ouest, par la propriété des Ouled M'Hamed ben Abdallah, demeurant au même lieu.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-propriétaires les quatre premiers, en vertu d'un acte d'adoul, en date du 27 Kaada 1326, aux termes duquel Bouchaïb ben Mohammed Cheleuh et consorts, leurs ont vendu ladite propriété, ainsi qu'à Bouchaïb ben M'Hamed, aujourd'hui décédé, conjointement avec eux dans la proportion de moitié pour les trois premiers et de moitié pour les deux autres et les derniers pour avoir recueilli la part dans l'immeuble dudit Bouchaïb ben M'Hamed, ainsi qu'il résulte d'un acte d'adoul en date du 13 Rebia II 1339, homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

Réquisition n° 4001^e

Suivant réquisition en date du 8 mars 1921, déposée à la Conservation le 8 mars 1921, M. André, Emile, marié à Paris (18^e arrondissement), le 2 juillet 1914, sous le régime de la séparation de biens, à Martinet, Octavie, suivant contrat passé devant M. Gastaldi, notaire à Paris, le 27 juin 1914, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de Madrid, n° 23, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « André Emile n° 3 », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, quartier des Roches-Noires, avenue de Saint-Aulaire, rue de Vaux.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.200 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Grasso, Jean, demeurant à Casablanca, au Jardin public ; à l'est, par la rue de Vaux ; au sud, par l'avenue de Saint-Aulaire ; à l'ouest, par la propriété de M. Engel, employé à la perception de la taxe urbaine, demeurant à Casablanca, rue de Marseille.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1^o la mitoyenneté d'un mur à l'ouest ; 2^o d'une hypothèque de premier rang consentie par le requérant au profit de Lorient, Arthur, demeurant à la Suze, département de la Sarthe (France), et domicilié chez M. Estèbe, à Casablanca, avenue de Saint-Aulaire, n° 5, pour sûreté de la somme de 10.000 francs, productive d'intérêts au taux de 6 % l'an, représentant le solde du prix de la vente consentie par M. Lorient, au requérant, aux termes d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 1^{er} janvier 1921, et qu'il en est propriétaire en vertu du dit acte par lequel M. Lorient lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4002^e

Suivant réquisition en date du 10 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Léon Dreyfus-Dufiser, pharmacien, marié le 2 décembre 1918, à Anancy, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, à Germaine Jacob, suivant contrat passé le 20 novembre 1918, devant M^e Rosay, notaire à Anancy, département de la Haute-Savoie, demeurant et domicilié à Casablanca, rue des Ouled Harriz, n° 127, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Maison Dufiser », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue des Ouled Harriz, n° 127.

Cette propriété, occupant une superficie de 500 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de Mme veuve Lombard, à Casablanca, rue des Ouled Harriz, n° 125 ; à l'est, par la propriété dite « Maison Coste Manzano », à Casablanca, rue des Charmes, n° 76 ; au sud, par la propriété de M. Revol, demeurant à Casablanca, rue des Ouled Harriz, n° 139 ; à l'ouest, par la rue des Ouled Harriz.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date à Casablanca, du 18 juin 1914, par lequel M. Duvignères, entrepreneur des Tabacs, à Casablanca, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4003°

Suivant réquisition en date du 10 mars 1921, déposée à la Conservation le 10 mars 1921, la Compagnie Française du Maroc, société anonyme au capital de 1.000.000 de francs, dont le siège est à Casablanca, place de France, constituée suivant statuts déposés chez M^e Moyné, notaire à Paris, et par délibération de l'Assemblée générale des actionnaires du 3 octobre 1917, dont un extrait est déposé au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, domicilié chez son mandataire, M. Buan, avenue du Général-Drude, n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Deville II », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, route de Médiouna, près du marché aux grains.

Cette propriété, occupant une superficie de 117 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de MM. Roffe et Auday, demeurant à Casablanca, route de Médiouna, n° 36, représentés par M. Buan, susnommé ; à l'est, par la propriété des requérants au sud, par la propriété de M. Senouf, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 223 ; à l'ouest, par la route de Médiouna.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel ; et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 19 février 1920, par lequel M. Struck, négociant à Casablanca, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4004°

Suivant réquisition en date du 7 mars 1921, déposée à la Conservation le 11 mai 1921. Ali ben Ahmed ben el Maati Doukkalij Bedaoui, marié selon le rite musulman, demeurant à Casablanca, rue de Krantz, n° 388, et domicilié chez MM. Ealet et Berthet, géomètres, demeurant à Casablanca, avenue de la Marine, n° 55, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Yemena », consistant en terrain de culture, située à 7 kilomètres de Casablanca, près de la piste allant de Casablanca à Rabat, lieudit Ain Sebaa, tribu des Zenatas.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par la propriété du D^r Dobbert, représenté par le séquestre des biens ruraux austro-allemands à Casablanca ; à l'est, par la propriété de Djilali ben el Hadj Thami, demeurant chez Mme Gilardi, Régina, à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 29 ; au sud, par la propriété dénommée « Toubiba », appartenant à Burnier, Jean, Pierre, demeurant à Casablanca, quartier Racine, avenue de l'Aviation, villa Port Miu ; à l'ouest, par la propriété du caïd El Thami ben Ali Zenati, demeurant aux Zenatas, et par celle dite « Bled Tazi n° 5 », réquisition 772 c, appartenant à Hadj Omar Tazi, ministre des Domaines, demeurant à Rabat.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 18 Rebia II 1335, homologué, par lequel Sid el Ghali ben Ahmed ben Hasna ez Zenati el Medjedoubi Laalaoui lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4005°

Suivant réquisition en date du 11 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, Tahar ben Bouchaïb Essaidi el Hedmi el Alouchi, marié selon le rite musulman, demeurant et domicilié au douar Laalabech, fraction d'El Hedamena, tribu des Ouled Saïd, Contrôle civil des Ouled Saïd, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Sedrat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sedrat », consistant en terrain de culture, située à 1 kilomètre au sud de la gare de Sidi Mohammed, au douar Laalalech, précité.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par la route allant de Chtouka à Kasbet ould Djedi ; à l'est, par la propriété des Ouled Tahar ben el Hadj el Allouchi ; au sud, par la propriété des Ouled El Hachemi ben Sliman, demeurant tous au douar Laalalech ; à l'ouest, par la propriété d'El Hadj Abdal-

lah ez Ziri, demeurant au douar des Ouled Zir, fraction des Ouled Abbou, tribu des Ouled Saïd, Contrôle civil des Ouled Saïd.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 11 Djoumada El Aoul 1318, homologué, aux termes duquel Tahar ben Abdallah lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4006°

Suivant réquisition en date du 11 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, Boualam Ahmed ben Abdelkader, célibataire, agissant tant en son nom que pour le compte de : 1° Hadj Omar ben Abdelkader Boualam, son frère, célibataire ; 2° Zineb bent Abdelkader Boualam, sa sœur, célibataire, demeurant tous et domiciliés, 10, route de Médiouna, à Casablanca, a demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaire indivis dans la proportion de 4/8 pour sa part, 3/8 revenant à Omar, 1/8 à Zineb, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boualam I », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, rue de l'Horloge et boulevard de la Gare.

Cette propriété, occupant une superficie de 1,310 mètres carrés, est limitée : au nord, par la route de l'Horloge ; à l'est, par une rue publique non encore dénommée, reliant la rue de l'Horloge au boulevard de la Gare ; au sud, par le boulevard de la Gare ; à l'ouest, par la propriété dite « Immeuble Alia », réq. n° 1964 c, appartenant à M. Cohen, Isaac, Joseph, demeurant à Tanger, représenté par son mandataire, M^e Bonan, avocat, à Casablanca, 3, rue Nationale, et par celle dite « Gilberte-Félix », réq. n° 2220 c, appartenant à M^e Guedj, avocat, à Casablanca, rue de l'Horloge.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date à Casablanca, du 18 Djoumada II 1339, homologué, portant vente-licitation à leur profit, de ladite propriété précédemment recueillie par eux dans la succession de leur père Abdelkader ben Amor.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4007°

Suivant réquisition en date du 11 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, Boualam Ahmed ben Abdelkader, célibataire, agissant tant en son nom personnel que pour le compte de : 1° Hadj Omar ben Abdelkader Boualam, son frère, célibataire ; 2° Zineb bent Abdelkader Boualam, sa sœur, célibataire, demeurant tous et domiciliés à Casablanca, 10, route de Médiouna, a demandé l'immatriculation, en qualité de co-propriétaires indivis dans la proportion de 4/8 pour sa part, 3/8 revenant à Omar et 1/8 à Zineb, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boualam II », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, rue publique non encore dénommée, reliant la rue de l'Horloge au boulevard de la Gare.

Cette propriété, occupant une superficie de 790 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de l'Horloge ; à l'est, par une rue publique non encore dénommée reliant la rue de l'Horloge au boulevard de la Gare ; au sud, par la propriété dite « Immeuble Martinet », réquisition 2107 c, appartenant à M. Martinet, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gare ; à l'ouest, par la propriété dite « Habel », réquisition 2170 c, appartenant à M. Layé, Abel, demeurant à Casablanca, 97, rue des Ouled Harriz.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date, à Casablanca, du 18 Djoumada II 1339, homologué, portant vente-licitation à leur profit de ladite propriété, précédemment recueillie par eux dans la succession de leur père Abdelkader ben Amor.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4008°

Suivant réquisition en date du 11 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Licari, Antonio, sujet italien, marié sans

contrat à dame Elvira, Alfano, à Tunis, le 5 février 1908, demeurant et domicilié à Casablanca, 52, avenue du Général-d'Arnade, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Camélia », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, quartier Gauthier, entre le boulevard Circulaire et la rue Galilée.

Cette propriété, occupant une superficie de 731 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée, dépendant du Domaine public ; à l'est, par la propriété du commandant Desfeux, demeurant à Rabat, à la Résidence Générale (Cabinet Militaire), et par celle de M. Escourrou, employé au Service de la Conservation Foncière, demeurant à Casablanca ; au sud et à l'ouest, par deux rues non dénommées, dépendant du Domaine public.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque de premier rang, consentie par le requérant au profit de M. Georges de Manca d'Olicna, pour sûreté de la somme de 10,000 francs, productive d'intérêt au taux de 11 % l'an et des accessoires, montant d'un prêt de pareille somme consentie par acte sous-seings privés, en date à Casablanca, du 10 mars 1921, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés, en date à Casablanca, du 1^{er} juillet 1920, aux termes duquel M. Wolff, agissant en qualité de mandataire de MM. Azemar et Haim Cohen, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4009°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1921, déposée à la Conservation le 14 mars 1921, M. Maufre, Guiseppa, sujet italien, marié sans contrat, à Tunis, le 6 mai 1911, sous le régime de loi italienne, à dame Vitale, Guiseppa, demeurant à Casablanca, quartier El-Maarif, rue du Mont-Pilot, et domicilié chez MM. Wolff et Doublet, architectes, demeurant à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Guiseppa », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, quartier El-Maarif, rue du Mont-Pilot.

Cette propriété, occupant une superficie de 380 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue du Mont-Pilot, du lotissement de MM. Murdoch Butler et C^o, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude ; à l'est, par la propriété de MM. Calvaruso frères, demeurant à Casablanca, quartier El-Maarif, rue du Pelvoux ; au sud, par la propriété de M. Mareschi, demeurant à Casablanca, quartier El-Maarif, rue du Pelvoux ; à l'ouest, par la propriété de M. Serangula, demeurant à Casablanca, quartier El-Maarif, rue du Mont-Pilot.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 5 juillet 1914, aux termes duquel MM. Murdoch Butler et C^o lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4010°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1921, déposée à la Conservation le 14 mars 1921, M. Gimenez, Louis, marié sans contrat à Oran (Algérie), le 22 décembre 1906, à dame Pereira, Eulogia, demeurant à Casablanca, 362, route de Médiouna, et domicilié chez MM. Wolff et Doublet, architectes, demeurant à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Eulogia », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, quartier El-Maarif.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété de M. Wolff, architecte, demeurant à Casablanca, rue Chevandier-de-Valdrôme ; au sud, par la propriété de M. Coral, demeurant à Casablanca, quartier El-Maarif, lotissement Asaban et Malka ; à l'ouest, par une rue non dénommée du lotissement de MM. Asaban, Joseph et Malka, Isaac, demeurant à Casablanca, rue des Anglais.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et

qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés, en date à Casablanca, du 25 février 1921, aux termes duquel MM. Asaban et Malka, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4011°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1921, déposée à la Conservation le 14 mars 1921, M. Asseraf, Salomon, sujet brésilien, marié à Casablanca, le 10 mars 1920, sous le régime de la loi judaïque, à dame Rhut, Banon, et demeurant à Casablanca, rue du Commandant-Cottenest, n° 15, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de : 1° Banon, Joseph, sujet espagnol, marié à Casablanca, le 10 août 1905, sous le régime de la loi judaïque, à dame Rachel, Suissa, et demeurant à Casablanca, rue du Commandant-Cottenest, n° 11 ; 2° Banon, Abraham, sujet espagnol, marié à Casablanca, au Consulat d'Espagne, le 30 octobre 1911, sous le régime de la loi espagnole, à dame Rachel, Barchilon, et demeurant à Casablanca, rue du Commandant-Cottenest, n° 11, et domicilié au même lieu, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis, à concurrence du tiers d'une propriété dénommée « Touirsat et Remlia », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom d'« Aragonne », consistant en plantations et jardin potager, située à 1 kilomètre, à gauche du 7^e kilomètre de la route allant de Casablanca à Mazagan, au lieu dit Maarif tribu de Médiouna (Contrôle civil de Chaouïa-nord).

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de l'Etat chérifien (Domaine privé), représenté par M. le contrôleur des Domaines, demeurant à Casablanca, 11, rue Sidi-Bousmara ; à l'est, par la propriété de l'Etat chérifien (Domaine privé), dénommée Ferme expérimentale, représenté par M. le Directeur général de l'Agriculture et de la Colonisation, à Rabat ; au sud, par la piste de Mazagan à la piste des Oulad Harriz ; à l'ouest, par la propriété de Hadj Moussa Ben El Meki El Mesaoudi, demeurant à Casablanca, 34, rue du Four.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte sous-seings privés, en date à Casablanca, du 15 novembre 1920, aux termes duquel MM. Chiozza, Alexandre, et Edery, Joseph, leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4012°

Suivant réquisition en date du 8 mars 1921, déposée à la Conservation le 14 mars 1921, M. Colomer, Pierre, Jean, Joseph, inspecteur de police, marié sans contrat, à Palan (Pyrénées-Orientales), le 10 septembre 1908, à dame Gispert, Dolorès, demeurant à Mazagan, près l'hôpital Régional, et domicilié au dit lieu, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dolorès-Mazagan », consistant en terrain bâti, située à Mazagan, près l'hôpital Régional.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue projetée du lotissement de M. Manégat, représenté par M^e Giboudot, avocat, demeurant à Mazagan, place Brudo ; à l'est, par la propriété de Salem ben Ghalem, demeurant à Mazagan, avenue de l'Hôpital ; au sud et à l'ouest, par la propriété de M. Manégat, sus-nommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés, en date à Mazagan, du 28 juin 1920, aux termes duquel M. Galibert, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4013°

Suivant réquisition en date du 15 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Haxo, René, Victor, marié à dame Duvic, Henriette, à Quillau (Aude), le 21 avril 1903, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Bonnel, notaire, à Quillau, le 21 avril 1903, demeurant à Casablanca, 21,

rue de Lucerne, et domicilié chez M. Brusteau, son mandataire, demeurant à Casablanca, 44, rue du Général-Moinier, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Georges-II », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, quartier Mers-Sultan, rue de Lucerne.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. le capitaine Sauvetre, demeurant à Casablanca, rue de Lucerne, villa Dar-Beïda ; à l'est, par la rue de Lucerne, du lotissement du Comptoir Lorrain du Maroc, représenté par M. Bloch, son directeur, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 82 ; au sud et à l'ouest, par la propriété de M. le capitaine Sauvetre, sus-nommé, et par celle de M. Traversier, demeurant à Casablanca, quartier Racine, villa d'Orient.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés, en date à Casablanca, du 2 décembre 1920, aux termes duquel M. Sauvetre, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca
ROLLAND.

Réquisition n° 4014^e

Suivant réquisition en date du 15 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour : 1° Djilani ben Mohamed ben Khalouq, marié selon la loi musulmane ; 2° Abdesselam ben Mohamed ben Khalouq, marié selon la loi musulmane, et domiciliés à Casablanca, rue Bouskoura, n° 4, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis, par parts égales, d'une propriété, à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Jenan Khalouq », consistant en terrain à bâtir et construction, située à Casablanca, 4, rue Bouskoura.

Cette propriété, occupant une superficie de 987 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Bouskoura ; à l'est, au sud et à l'ouest, par la propriété dite « Magasin du Souk », T. 36 c, appartenant à Si Hadj Omar Tazi, ministre des Domaines, à Rabat.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre qu'un contrat de bail consenti au profit de El Kebir ben Mohamed el Herizi el Beidaoui, pour une durée de huit années, ainsi qu'il résulte d'un acte d'adoul du 25 Chaoual 1337, homologué, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} Rejeb 1297, aux termes duquel Taieb ben Miloudi ben Hacheni et sa sœur Mina, ont vendu ladite propriété au Caïd Ben Bouazza ben Brahim el Heraoui, agissant pour le compte des requérants.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4015^e

Suivant réquisition en date du 15 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour : 1° Cahen, Eugène dit « Nathan », marié le 17 novembre 1887, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), à dame Cahen, Louise, Thérèse, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 16 novembre 1887, par M^e Colin, notaire, à Nancy, demeurant au dit lieu, 3, rue Victor-Poirel ; 2° Schwaab, Gaston, marié le 4 mai 1893, à Carpentras (Vaucluse), à dame Crémieu, Lucie, Rachel, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 3 mai 1893, par M^e Barillon, notaire, à Carpentras, demeurant à Saint-Dié (Vosges), 14, rue d'Alsace ; 3° Thouvenin, Frédéric, marié le 11 février, à Epinal (Vosges), à dame Gérard, Lucie, Julie, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 8 février 1896, par M^e Merkleu, notaire, à Epinal, demeurant au dit lieu, 32, rue de la Préfecture ; 4° Blum, André, Jacques, marié le 29 octobre 1907, à Etain (Meuse), à dame David, Berthe, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 28 octobre 1907, par M^e Xardel, notaire, à Etain, demeurant à Nancy (Meurthe-et-Moselle), 42, avenue de France ; 5° Blum, Georges, marié le 6 mai 1913, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), à dame Cahn, Thérèse, Andrée, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat reçu le 5 mai 1913, par M^e Houot, notaire, à Nancy, demeurant au dit lieu, 1, place Saint-Jean, et tous domiciliés à Casablanca, chez leur mandataire, M. Bloch, 82, avenue du Général-Drude, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires, indivis dans la proportion de 1/4 pour chacun des trois premiers et

de 1/8 pour chacun des deux autres, d'une propriété dénommée « Ain Bordja », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Lotissement d'Ain Bordja n. 24 », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, route des Oulad Ziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 20,724 mètres carrés, est divisée en trois parcelles, est limitée : 1^{re} parcelle : au nord, par une rue de 15 mètres, du lotissement de Si Hadj Omar Tazi, ministre des Domaines, à Rabat ; à l'est, par une rue de 12 mètres, appartenant aux requérants ; au sud, par la route des Oulad Ziane ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres, du lotissement de Si Hadj Omar Tazi, sus-nommé ; 2^e parcelle : au nord, par une rue de 15 mètres, du lotissement de Si Hadj Omar Tazi, sus-nommé ; à l'est, par une rue de 12 mètres, appartenant aux requérants ; au sud, par la route des Oulad Ziane ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres, appartenant aux requérants ; 3^e parcelle : au nord, par une rue de 15 mètres, du lotissement de Si Hadj Omar Tazi, sus-nommé ; à l'est, par la propriété de l'Etat chérifien (Domaine privé) ; au sud, par la route des Oulad Ziane ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres, appartenant aux requérants.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont co-propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 13 Chaoual 1338, homologué, aux termes duquel Si Hadj Omar Tazi et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4016^e

Suivant réquisition en date du 15 mars 1921, déposée à la Conservation le 17 mars 1921, Sid Abderrahman ben Mohammed ben Amor el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane, agissant tant en son nom personnel que pour le compte de : 1° Sid Mohammed ben Kerroun ben el Hadj Ali el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane ; 2° El Bedjadj ben Kacem bel Hadj Ali Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane ; 3° Mohammed ben Laafar ben Mohamed el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane ; 4° Ahmed ben Laafar ben Mohammed el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane ; 5° Mohammed ben si Djillali ben Mohammed El Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane ; 6° Mokhtar ben Rahal ben Mohammed el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane, demeurant tous à Settlat ; 7° Omar ben el Hadj ben Abbes el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane, demeurant au douar Ould el Mesnaoui, tribu des Mzamza ; 8° Maati ben el Hadj ben Abbes el Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane, demeurant à Settlat, et domiciliés chez M^e Bickert, avocat, à Casablanca, 132, rue du Commandant-Provost, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis, dans la proportion de 6/24 pour sa part, 3/24 pour chacun des quatre premiers co-propriétaires, 2/24 pour chacun des 5^e et 6^e, et 1/24 pour chacun des 7^e et 8^e, d'une propriété dénommée « Sidi Hadjadj », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Hadjadj II », consistant en terrain de culture, située à 4 kilomètres de Settlat, gauche sur la route de Ben Ahmed, près du Marabout de Sidi Hedjadj.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par un chemin allant de Settlat à Ben Ahmed, en passant par Sidi Mohamed el Ouaer, et par la propriété de Si Mohammed ben Kerroun, requérant sus-nommé ; à l'est, par l'embranchement des routes de Settlat à Ben Ahmed, par deux dayas appartenant aux requérants, et par la propriété de Sid Mohammed ben Kerroun, Mohammed ben Laafar et Ahmed ben Laafar, requérants sus-nommés ; au sud, par la route de Settlat à Ben Ahmed, et par la propriété des héritiers de El Hadj Mohammed Ben Amor, demeurant au douar Ould el Mesnaoui, tribu des Mzamza ; à l'ouest, par la piste allant de la karia à Bir Bâouch, par la propriété de Mohammed ben Ali ben Omar, chaouch au Contrôle civil de Settlat, et par celle de Mohammed ben Laafar Ahmed ben Laafar Mohammed ben Djillali Omar ben el Hadj Abbes et Mokhtar ben Rahal, requérants sus-nommés.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont co-propriétaires en vertu d'une moukya, en date du 26 Moharrem 1339, non homologué, attestant qu'ils possèdent ladite propriété depuis environ vingt ans.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Villa Do Vale », réquisition 2612°, sise à Casablanca (Roches Noires), rue Pasteur n° 10, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 26 janvier 1920, n° 379.

Suivant réquisition rectificative en date du 1^{er} avril 1921, M. Abraham Haïm Nahon, marié à Gibraltar, suivant la loi mosaïque. le 18 octobre 1911, avec dame Orovida Abecassis, demeurant à Casablanca, rue du Général-Drude, n° 9, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite : « VILLA DO VALE », réquisition 2612 c., soit poursuivie en son nom en vertu de l'acquisition qu'il en a faite par acte sous seings privés en date à Casablanca du 9 mars 1921, de Hadj Abderrahman Benkiran, acquéreur lui-même de M. Joachim Sebastiano Ribeira Do Vale, requérant primitif, suivant acte du 9 décembre 1919, ledit contrat déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca.
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Luisito et Isabelle », réquisition 3388°, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 23 novembre 1920, n° 422.

Suivant réquisition rectificative en date du 9 avril 1921, M. Bouazza ben el Hadj Mohammed ben Ammar, propriétaire, marié à Casablanca vers 1872, suivant la loi musulmane, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de Rabat, n° 38, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite : « LUISITO et ISABELLE », réquisition

3.388 c., soit poursuivie en son nom, pour avoir acquis ledit immeuble suivant acte sous seings privés en date à Casablanca du 30 mars 1921, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 548°

Suivant réquisition en date du 12 mars 1921, déposée à la Conservation le même jour, M. Charbit, David, commerçant, marié avec dame Sayag, Rachel, à Tlemcen, département d'Oran, le 5 novembre 1913, sans contrat, demeurant et domicilié à Oujda, rue des Remparts, maison Ben Helima, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Charbit David », consistant en un terrain à bâtir, située à Oujda, à proximité du cimetière européen, lotissement Portes.

Cette propriété, occupant une superficie de six ares, est limitée au nord et à l'est, par des rues projetées dépendant du lotissement Portes ; au sud, par un terrain appartenant à M. Portes, Léon, Firmin, demeurant à Berkane ; à l'ouest, par celui de M. Charbit, Isidore, demeurant à Tlemcen (département d'Oran), rue Clauzel.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date du 3 avril 1918, aux termes duquel M. Portes, Léon, Firmin lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Oujda,
F. NERRINE.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 47°

Propriété dite : « VILLA ELISABETH », sise à Rabat, quartier des Touargas, impasse Amieux. Requérant : M. Pelleterat de Borde, Marie, Gaston, demeurant et domicilié à Rabat, impasse Amieux.

Le bornage a eu lieu le 26 avril et 18 septembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 149°

Propriété dite : « IMMEUBLE BARTOLOMÉ N° 1 », sise à Kénitra, rue de Lyon.

Requérant : M. Bartolomé, Enrique dit Riquet, demeurant et domicilié à Kénitra, rue de la Mamora.

Le bornage a eu lieu le 30 janvier 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 177°

Propriété dite : « VILLA CILO », sise à Rabat, boulevard El Alou, n° 54.

Requérant : M. Zaidner, Rodolphe, demeurant à Rabat, boulevard El Alou, n° 54, et domicilié chez M. Chirol, avocat rue Sidi-Falah, n° 17.

Le bornage a eu lieu le 16 novembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 188°

Propriété dite : « IMMEUBLE MOUGEOT », sise à Kénitra, quartier Ville-Haute, rues de Lyon et du Caporal-Peugeot.

Requérant : M. Lemanissier, Alfred, demeurant et domicilié à Petitjean.

Le bornage a eu lieu le 20 janvier 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 204°

Propriété dite : « MARGUERITE-GERMAINE », sise à Rabat, quartier de l'Océan, avenue Marie-Feuillet.

Requérant : M. Balouzat, Jean, Baptiste, demeurant et domicilié à Rabat, 32, rue de Safi.

Le bornage a eu lieu le 17 novembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 245°

Propriété dite « VILLA MIREMER », sise à Rabat, quartier de l'Océan, place d'Italie et rue de Belgrade.

Requérant : M. Mas, Pierre, Antoine, demeurant à Casablanca, 2, avenue de la Marine, élisant domicile à Rabat à la Société Immobilière Lyonnaise, avenue Foch.

Le bornage a eu lieu le 13 janvier 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 1643°

Propriété dite : « BIR RETMA ETAT », sise au lieu dit Adid de Saniat Retma, région des Chiadma, circonscription administrative des Doukkala.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Requérant : l'Etat Chérifien, domicilié dans les bureaux du Service Central des Domaines, à la Résidence Générale à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 15 novembre 1920 et le 16 décembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 2243°

Propriété dite : « HAMU NAHON ET BENSIMON N° 1 », sise à Mazagan, à l'ouest de Sidi Moussa.

Requérants : 1° M. Hamu, Isaac, demeurant et domicilié à Mazagan, Derbel Kebir, n° 9; 2° Nahon, Joseph, S., demeurant et domicilié à Mazagan, impasse n° 8, au Mellah; 3° Bensimon, Judah, M., demeurant et domicilié à Mazagan, route de Marrakech, n° 138.

Le bornage a eu lieu le 6 janvier 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca
ROLLAND.

Réquisition n° 2489°

Propriété dite « FERME BONTE », sise à Sidi Ali d'Azemmour, Bled Sidi Smail.

Requérants : 1° Mme Mazure, Hortense, Henriette, Marie, Philomène; 2° Mazure, Auguste, Félix, Charles, Marie, Joseph; 3° Mazure,

Charles, Auguste, Félix, Georges; 4° Mazure, Marie, Madeleine, Thérèse, Julie, tous faisant élection de domicile chez M. Calmon, Robert, ferme de Lannoy, à Sidi Ali (Ouled Saïd).

Le bornage a eu lieu le 8 décembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca
ROLLAND.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 109°

Propriété dite : « DOMAINE DE BOUHOURIA XXIV », sise Contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig, à 11 kilom. environ à l'est de Bouhouria, sur la nouvelle route de ce centre à Oujda.

Requérant : M. Borgeaud Lucien, propriétaire, demeurant à Alger, rue Henri-Martin, n° 25, et domicilié chez M. Speiser Charles, gérant de ferme à Sidi-Bouhouria.

Le bornage a eu lieu le 11 décembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda
F. FERRIERE.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces judiciaires, administratives et légales

AVIS

concernant les épaves

Epaves maritimes découvertes, remises ou déclarées au Service de la Marine et des Pêches maritimes. (Application du dahir du 28 mars 1916.)

Il a été trouvé :

1° A Kénitra :

Par M. Rocca, brigadier des douanes : un câble filin de 25 mètres de long; déposé dans les magasins du capitaine du port; sans marque.

Par la Société des Ports Rabat-Salé, Mehedy-Kénitra : 1 fer à T de 120^{mm}, sur 12 mètres de long; 3 barils de tire-fonds, 1 paquet d'éclisses, 1 essieu de voiture, 1 tonne de charbon en briquettes, 12 pelles terrassier, 1 pince, 1 barre fer rond, 2 barres de fer carré, 1 paquet bandes de cartouches pour mitrailleuse, cartouches Lebel avec chargeur, un bidon vide de pétrole; matériel déposé dans les magasins du capitaine du port.

2° A Fédhala :

Par MM. Philibert frères, de Casablanca : 1 lot fer plat (20 tonnes environ), 10 fers à T; 1 caisse de 8 appareils téléphoniques, 2 caisses fil de cuivre, 1 caisse moëllons mauvais état, 1 tuyau fonte, 27 tôles ondulées, 11 rails Decauville, 1 rail voie normale, 3 fermes en fer, 1 petite ancre, 500 kilos ferraille, 2 pieds châlis, 5 fers à U; en dépôt dans les magasins du capitaine du port de Fédhala.

Par M. Cid, de Pont-Blondin : 2.360 sacs vides; en dépôt dans les magasins du port de Fédhala.

Par le Contrôle civil de Fédhala : une

embarcation de 4 mètres; en dépôt au kilomètre 19 de la voie ferrée Casablanca-Rabat.

Par M. Bénard, brigadier de gendarmerie à Fédhala : un mât de navire en bois de pin de 21 mètres de long sur 2 m. 20 de circonférence; en dépôt au kilomètre 15, route de Casablanca-Rabat.

Par M. Carrion, de Pont-Blondin : quatre mètres cubes de vieux bois; en dépôt chez M. Carrion au Pont-Blondin.

3° A Casablanca :

Par MM. Philibert frères, de Casablanca : un lot de charbon de terre briquettes, un lot de briques creuses, un tube oxygène vide, deux rails Decauville.

Par MM. Arquillière, du Service des Douanes de Casablanca : huit madriers de bois de 5 x 0,20 x 0,08, un madrier de bois de 7 x 0,12 x 0,04.

Par MM. Gazel et Rebaudo, de Casablanca : 50 bouteilles de bière, un lot de charbon en briquettes (3 tonnes environ), un lot ferraille comprenant des poutrelles, du fer rond et plat, dix tôles galvanisées; une plate-forme, une machine à percer en mauvais état, trois rails Decauville, dix rouleaux de fer barbelé, un lot de fer rond (100 kilos environ), quatre barres fer plat, un tuyau fer galvanisé, deux pièces en acier pour machines de 3 mètres de long sur 10 cm. de diamètre, un 1/2 essieu pour voiture, un lot bois de chêne, quatre ressorts pour voiture, un cylindre oxygène, un lot rails Decauville, huit bouteilles de champagne, vingt enveloppes pneumatiques pour vélos, quinze rouleaux de fil de fer barbelé; le

tout en dépôt dans les magasins du capitaine de port, à Casablanca.

Par MM. Philibert frères, de Casablanca : une poutre bois de 0 m. 15 x 0 m. 15 x 10 m., une poutre bois de 0 m. 25 x 0 m. 25 x 8 m., 350 tuilles rouges, 150 carreaux rouges, huit coussinets fonte, une plaque cuivre, longueur 2 m., largeur 1 m., épaisseur 1 cm., 200 kilogs de ferraille, quatre rouleaux fil de fer barbelé; sept rouleaux fil de fer barbelé, un tuyau fer 5 m. 50, 80 briques creuses à trois trous; le tout en dépôt dans les magasins du capitaine de port à Casablanca.

Par M. Borjat, de Casablanca : un fût de mazout, en dépôt dans les magasins du capitaine de port de Casablanca.

Par M. Coste, Léon, des Roches-Noires : une poutre de bois de sapin blanc de 10 m. de long sur 0 m. 20 x 0 m. 20; en dépôt à la plage des Zenattas, à 10 k. au nord de Casablanca.

Par M. Messina, Joseph, de Casablanca : un moyeu bois marqué B.F.; en dépôt dans les magasins du capitaine de port.

Par le marin indigène Abdesselem ben Djilali : dix planches bois blanc de 2 m. 20 de long; en dépôt dans les magasins du capitaine de port.

Par M. Galinari, de Casablanca : 2 caisses fibro-ciment, 1 vrac fibro-ciment; en dépôt dans les magasins du capitaine de port.

4° A Mazagan :

Par le sous-brigadier des douanes de Mazagan Luscan : 12 morceaux de madriers de 2 m. de long, 0 m. 25 de large, 2 morceaux de madriers de 3 m. 65 de long, 0 m. 10 de large, 1 madrier de 3 m. 65 de long, 0 m. 25 de large; en

dépôt dans les magasins de l'aconage de Mazagan.

5° A Mogador :

Par l'indigène Mohamed Gueïbi, de Mogador : un baril défoncé peint couleur chamois.

Par l'indigène Boujemah ben Bark, de Mogador : deux pièces de bois de 3 m. 60 x 0 m. 30 x 0,10.

Par le brigadier chef des douanes de Mogador M. Durizi : un mât de navire de 6 m. 80 x 0 m. 65 x 0 m. 36, un tronçon de mât de 2 m. 65 x 0,75 x 0,65; en dépôt dans les magasins de l'aconage de Mogador.

6° A Safi :

Par le brigadier des douanes de Oualidia Bellis : une pièce de bois de 4 m. 50 x 0,38 x 0,24.

Par l'indigène Abderhaman, de l'aconage de Safi : un caillebotis de 1 m. 20 x 0 m. 80.

Par l'indigène Brahim, de Safi : un câble filin de 25 m. de long et 90^{mm} de circonférence.

Par les indigènes Mohamed ben Aid et Abdellah, de Safi : un câble filin de 20 m. de long et de 90^{mm} de circonférence. Le tout en dépôt dans les magasins de l'aconage de Safi.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant les terrains guich dits « Douyet », occupés par une partie des tribus des Hamyanes, Sejâa, Ouled Djemâa, Cheraga et Ghomra. (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation des terrains guich dits « Douyet », occupés par une partie des tribus des Hamyanes, Sejâa, Ouled Djemâa, Cheraga et Ghomra. (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu la requête en date du 24 février 1921, présentée par le Chef du Service des Domaines, et tendant à fixer au 9 mai 1921, les opérations de délimitation des terrains guich dits « Douyet », occupés par une partie des tribus Hamyanes, Sejâa, Ouled Djemâa, Cheraga et Ghomra, situés sur le territoire de la Circonscription administrative de Fès-banlieue.

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des terrains guich dits « Douyet », occupés par une partie des tribus Hamyanes, Sejâa, Ouled Djemâa, Cheraga et Ghomra, conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation

commenceront le 9 mai 1921 (6 Chaoual 1339), à 9 heures du matin, près de la maison cantonnière, située sur la route de Fès à Petitjean, au lieu dit « Draa El Mergua ».

Fait à Fès, le 23 Djoumada II 1339. (4 mars 1921).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 avril 1921.

Pour le Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADRESSE.

Réquisition de délimitation

concernant les terrains guich dits « Douvet », occupés par une partie des tribus des Hamyanes, Sejâa, Ouled Djemâa, Cheraga et Ghomra. (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

Le Chef du Service des Domaines,

Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat Chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation des terrains guich dits « Douvet », occupés par une partie des tribus Hamyanes, Sejâa, Ouled Djemâa, Cheraga et Ghomra. (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

Ces terrains ont une superficie approximative de 5.000 hectares ; ils sont limités :

Au nord, par un tronçon de la route de Fès à Petitjean, près de la limite administrative des régions de Fès à Meknès ; la piste de Sidi Ayad et celle de Moulay Yacoub, à Fès ; la ligne de crête qui sert de limite entre Douvet et le terrain guich des Ouled Aid (Ouled Djemâa) ; le bled Mamoun, à S.M. Moulay Youssef ; le bled Doui Menia, appartenant au Chérif Moulay Idriss el Merani, de Meknès ; les ruines du marabout Sidi Bennour ; le douar Tlaha et la source dite « Ain El Adjel » :

A l'est, par les terrains appartenant aux Traitia et le terrain makhzen Melka, affecté à l'agriculture (ferme expérimentale) ;

Au sud, par l'oued Fès jusqu'à Mechra El Krem ; l'ancienne piste de Meknès ; l'oued Atchan et son ancien poste ;

A l'ouest, par le vieux pont ; la limite du lot de colonisation dit « Bethma Guelafa les sources dites « Aïoun Zourg » : l'oued dit « Aïoun Zourg » ; Mechra El Amour, et la limite administrative des deux régions Fès et Meknès.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du Service des Domaines, il n'existe sur les terrains susvisés, aucune enclave privée autre que celle formée par la propriété de El Ouazzani et les quatre formées par les propriétés privées de S.M. Moulay Youssef, ni droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 9 mai 1921, à 9 heures du matin, près de la maison cantonnière, située sur la route de Fès à Petitjean, au lieu dit « Draa El Mergua », et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 24 février 1921.

Le Chef du Service des Domaines,

FAVEREAU.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant les terrains guich, occupés par les Aït Boubidman, Aït Sliman, Aït Naaman de Garat, Aït Lhassen ou Chaïb, Aït Ouaffella, situés sur le territoire de la tribu des Beni M'Tir. (Circonscription administrative des Beni M'Tir).

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation des terrains guich, occupés par les Aït Boubidman, Aït Sliman, Aït Naaman de Garat, Aït Lhassen ou Chaïb, et Aït Ouaffella, situés sur le territoire de la tribu des Beni M'Tir. (Circonscription administrative des Beni M'Tir).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu la requête en date du 24 février 1921, présentée par le Chef du Service des Domaines et tendant à fixer au 20 mai 1921 les opérations de délimitation des terrains guich occupés par les Aït Boubidman, les Aït Sliman, les Aït Naaman de Garat, les Aït Lhassen ou Chaïb, et Aït Ouaffella, situés sur le territoire de la tribu des Beni M'Tir. (Circonscription administrative des Beni M'Tir),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des terrains guich, occupés par les Aït Boubidman, les Aït Sliman, les Aït Naaman de Garat, les Aït Lhassen ou Chaïb et les Aït Ouaffella, conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 20 mai 1921, à l'intersection de l'angle formé par la route de Meknès à Fès et la limite des Mjat et des Aït Boubidman et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Fès, le 20 Djoumada II 1339. (1^{er} mars 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mars 1921.

Pour le Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire Général du Protectorat :
DE SORBIER DE POUGNADRESSE.

Réquisition de délimitation

concernant les terrains guich, occupés par les Aït Boubidman, Aït Sliman, Aït Naaman de Garat, Aït Lhassen ou Chaïb, Aït Ouaffella, situés sur le territoire de la tribu des Beni M'Tir. (Circonscription administrative des Beni M'Tir).

Le Chef du Service des Domaines,

Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'art. 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation des terrains guich, occupés par les Aït Sliman, Aïd guich, occupés par les Aït Sliman, Aït Lhassen ou Chaïb, et Aït Ouaffella, situés sur le territoire de la tribu des Beni M'Tir.

Ces terrains ont respectivement une superficie approximative de 13,000, 2,950, 14,000, 3,950 et 2,200 hectares.

Ils sont limités :

a) Aït Boubidman. — Au nord, par les Arabes du Sais, dont ils sont séparés par la route makhzen de Meknès à Fès ; A l'est, par le territoire des Aït Sliman et des Aït Naaman de Garat, et Aït Lhassen ou Chaïb ;

Au sud, par le territoire makhzen des Aït Harzalla ;

A l'ouest, par les Mjat.

b) Aït Sliman. — Au nord, par la route makhzen de Meknès à Fès, de l'oued Madhouma au sentier Ben Ghanim ;

A l'est, par les Aït Naaman de Garat, dont les séparent sur un certain parcours, le sentier et l'oued Ben Ghanim ; A l'ouest, par le territoire des Aït Boubidman (oued Tisguit Madhouma).

c) Aït Naaman de Garat. — Au nord, par la route makhzen de Meknès à Fès, près d'Aïn Chkeff (sur quelques centaines de mètres), et par les Aït Ouaffella (Beni M'Tir) ;

A l'ouest, par la Région de Fès ;

Au sud, par les Aït Ouallal et les Aït Lhassen ou Chaïb ;

A l'ouest, par les Aït Sliman.

d) Aït Lhassen ou Chaïb. — Situés au centre de la tribu des Beni M'Tir, entre les Aït Harzalla, Aït Boubidman, Aït Naaman de Garat, Aït Ouallal et Aït Hammad.

e) Aït Ouaffella. — Au nord, par la route makhzen de Meknès à Fès, qui les sépare des Arabes du Sais ;

A l'est, au sud et à l'ouest, par les Aït Naaman de Garat.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du Service des Domaines, il n'existe aucune enclave privée, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 20 mai 1921, à l'intersection de l'angle formé par la route de Meknès à Fès et la limite des Mjat et des

Aït Boubidman, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 24 février 1921.

Le Chef du Service des Domaines :
FAVEREAU.

AVIS

Réquisition de délimitation
des massifs boisés du Contrôle civil de Mogador.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

du 6 avril 1921 (27 Rejeb 1334), relatif à la délimitation des massifs boisés du Contrôle civil de Mogador.

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Vu la réquisition du 22 mars 1921 du Conservateur des Eaux et Forêts, tendant à la délimitation des massifs boisés du Contrôle civil de Mogador,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des massifs forestiers du Contrôle civil de Mogador, situés sur le territoire des tribus ci-après désignées :

Ouled El Hadj ;

Meskala ;

Neknafa,

dépendant du Contrôle civil de Mogador.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 1^{er} juin 1921.

Fait à Fès, le 27 Rejeb 1339.

(6 avril 1921).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 avril 1921.

Le Délégué à la Résidence Générale :
Urbain BLANC.

Réquisition de délimitation
des massifs boisés du Contrôle civil de Mogador.

Le Conservateur des Eaux et Forêts,

Vu l'art. 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation des massifs boisés du Contrôle civil de Mogador, situés sur le territoire des tribus Ouled El Hadj, Meskala et Neknafa.

Les droits d'usage qu'y exercent les indigènes riverains, sont ceux de parcours des troupeaux, d'affouage au bois mort et de récolte des fruits d'arganier, pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 1^{er} juin 1921.

Rabat, le 21 mars 1921.

BOUDY.

AVIS D'ADJUDICATION

ROUTE N° 106
DE SIDI-HADJADI A CAMP-BOULHAUT

Construction entre le P.M. 7 k. 000 (fin de la section empierrée et le P.M. 18 k. 659, sur une longueur de 11 k. 659.

Le vingt mai mil neuf cent vingt et un (20 mai 1921), à quinze heures, il sera procédé, à Casablanca, au bureau de l'Ingénieur du 4^e arrondissement (Service des routes), à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux ci-après désignés :

Route n° 106, de Sidi-Hadjadi à Camp-Boulhaut, construction entre le P.M. 7 k. 000 (fin de la section empierrée) et le P.M. 18 k. 659, sur une longueur de 11.659 mètres.

Dépenses à l'entreprise. Fr. 494.483 81
Somme à valoir..... 205.516 19

Total..... 700.000 00

Montant du cautionnement provisoire : 7.000 fr.

Montant du cautionnement définitif : 15.000 fr.

Ces cautionnements seront constitués dans les conditions fixées par le dahir du 20 janvier 1917 (B.O. n° 223).

Les références des entrepreneurs, accompagnées de tous certificats utiles, seront déposées en même temps que les soumissions ou devront parvenir, par la poste, au bureau de M. Dutilleul, ingénieur du 4^e arrondissement, à Casablanca, au plus tard, le 20 mai, à midi.

La soumission, dont le modèle est donné ci-après, devra être cachetée dans une enveloppe, laquelle portera la mention suivante :

« Soumission. — Adjudication du 20 mai 1921, des travaux de construction de la route n°106, entre les P.M. 7 k.000 et 18 k 659. »

Cette enveloppe sera elle-même placée dans une deuxième enveloppe avec les références, les certificats et le récépissé de versement du cautionnement provisoire. Sur cette deuxième enveloppe on inscrira le nom du soumissionnaire.

Les pièces du projet pourront être consultées :

1° A Casablanca au bureau du 4^e arrondissement ;

2° A la Direction des Travaux publics, à Rabat (Service des routes).

Casablanca, le 27 avril 1921.

L'Ingénieur du 4^e arrondissement.

Modèle de soumission

(titre complet du projet donné ci-dessus)

Soumission (sur papier timbré)

Je soussigné (nom et prénoms), entrepreneur, demeurant à..... n°... après avoir visité les lieux et pris connaissance du projet de construction de la route n° 106, de Sidi-Hadjadi à

Camp-Boulhaut, dans la partie comprise entre le P.M. 7 k. 000 (à la section empierrée) et le P.M. 18 k. 659, sur une longueur de 11.659 mètres. M'engage à exécuter lesdits travaux, évalués à quatre cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent quatre-vingt-trois francs, quatre vingt-un centimes, non compris la somme à valoir, conformément aux conditions du devis et moyennant un rabais de.... (en nombre entier) centimes par franc sur les prix du bordereau.

A....., le..... 1921.
(Signature.)

AVIS D'ADJUDICATION

ROUTE N° 1, DE CASABLANCA A RABAT

Fourniture de matériaux d'empierrements pour l'élargissement et le rechargement de la chaussée entre les P.M. 7 k. 650 et 16 k. 000.

Le vingt mai mil neuf cent vingt et un (20 mai 1921), à dix heures, il sera procédé à Casablanca, au bureau de l'Ingénieur du 4^e arrondissement (service des routes), à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des fournitures de matériaux ci-après, destinés à l'élargissement et au rechargement de la chaussée entre les P.M. 7 k. 650 et 16 k.000, savoir :

900 mètres cubes de pierre brute pour blocage provenant d'extraction et de ramassage à droite et à gauche de la route, à une distance moyenne de 1.000 mètres.

5.100 mètres cubes de pierre cassée provenant des carrières ouvertes dans un rayon de 600 mètres autour des P.M. 14 k. 300 et 15 k. 000.

Dépenses à l'entreprise..Fr. 158 700
Montant du cautionnement provisoire : 3.500 fr.

Montant du cautionnement définitif : 7.000 francs.

Ces cautionnements seront constitués dans les conditions fixées par le dahir du 20 janvier 1917 (B.O. n° 223).

Les références des entrepreneurs, accompagnées de tous certificats utiles, seront déposées en même temps que les soumissions ou devront parvenir, par la poste, au bureau de M. Dutilleul, ingénieur du 4^e arrondissement, à Casablanca, au plus tard, le 19 mai, à 17 heures.

La soumission, dont le modèle est donné ci-après, devra être cachetée dans une enveloppe, laquelle portera la mention suivante :

« Soumission. — Adjudication du 20 mai 1921, des fournitures de matériaux pour l'élargissement et le rechargement de la chaussée de la route n° 1 entre les P.M. 7 k. 650 et 16 k. 000. »

Cette enveloppe sera elle-même placée dans une deuxième enveloppe avec les références, les certificats et le récépissé de versement du cautionnement provisoire. Sur cette deuxième enve-

loppe on inscrira le nom du soumissionnaire

Le dossier d'adjudication pourra être consulté au bureau de M. Dutilleul, ingénieur du 4^e arrondissement, à Casablanca.

Casablanca, le 27 avril 1921.

L'Ingénieur du 4^e arrondissement.

Modèle de soumission

(titre du projet donné ci-dessus)

Soumission (sur papier timbré)

Je soussigné (nom et prénoms), entrepreneur, demeurant à..... n°... après avoir visité les lieux et pris connaissance du marché de fournitures de matériaux pour élargissement et rechargement de la chaussée de la route n° 1 de Casablanca à Rabat, entre les P.M. 7 k. 650 et 16 k. 000.

M'engage à exécuter les dites fournitures, évaluées à cent cinquante-huit mille sept cents francs, conformément aux conditions du marché et moyennant un rabais de..... (en nombre entier) .. centimes par franc sur les prix du bordereau.

A....., le..... 1921.

(Signature.)

SECRETARIAT DU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CASABLANCA

AVIS

Faillite Manzanarès Pascuale

Par jugement du Tribunal de 1^{re} instance de Casablanca, en date du 28 avril 1921, la faillite du sieur Manzanarès Pascuale, négociant à Casablanca, a été rapportée faute de masse.

Casablanca, le 28 avril 1921.

Pour extrait certifié conforme :

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

SECRETARIAT DU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CASABLANCA

AVIS

Faillite Setruck Albert

Par jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, en date du 3 mai 1921, le sieur Setruck, Albert, négociant à Casablanca, rue Nationale, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 18 novembre 1920.

Le même jugement nomme :
M. Loiseau juge-commissaire ;
M. Ferro syndic provisoire.

Casablanca, le 3 mai 1921.

Pour extrait certifié conforme :

Le Secrétaire-greffier en chef
V. LETORT.

SECRETARIAT DU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CASABLANCA

AVIS

Faillite Arrouche Moïse

Par jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, en date du 3 mai 1921, le sieur Arrouche Moïse, négociant à Casablanca, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 23 août 1920.

Le même jugement nomme :
M. Loiseau juge-commissaire ;
M. Ferro syndic provisoire.

Casablanca, le 3 mai 1921.

Pour extrait certifié conforme :

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

SECRETARIAT DU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CASABLANCA

AVIS

Liquidation judiciaire Benhaïm David

Par jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, en date du 3 mai 1921, le sieur Benhaïm David, négociant à Marrakech, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 3 mai 1921.

Le même jugement nomme :
M. Loiseau juge-commissaire ;
M. Emery, secrétaire-greffier liquidateur ;
M. Dulout, co-liquidateur.

Casablanca, le 3 mai 1921.

Pour extrait certifié conforme :

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

SECRETARIAT DU TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE
DE CASABLANCA

AVIS

Faillite Topal Georges

Par jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, en date du 3 mai 1921, le sieur Topal, Georges, négociant à Casablanca, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 13 août 1920.

Le même jugement nomme :
M. Loiseau juge-commissaire ;
M. Emery, syndic provisoire.

Casablanca, le 3 mai 1921.

Pour extrait certifié conforme :

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Délai de vingt jours

Faillite R.A.G. Commès

Les créanciers de la faillite R.A.G. Commès sont invités à déposer entre les mains de M. Dorival, secrétaire-greffier, syndic définitif, dans un délai de vingt jours, à dater de la présente insertion, les titres établissant leurs créances, avec bordereau à l'appui.

Le Secrétaire greffier en chef,
ROUYRE.

PROTECTORAT DE LA FRANCE AU MAROC

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

D'un jugement de défaut rendu par le Tribunal de première instance de Rabat, le 22 décembre 1920, entre :

1° Marcel, Camille, Frédéric, Louis, employé au Contrôle civil de Kénitra, demeurant à Kénitra ;

d'une part ;

2° Mouton, Marie-Berthe, son épouse, demeurant à Lyon,

d'autre part,

ledit jugement notifié à Mme Marcel le 27 janvier 1921 ;

Il appert que le divorce a été prononcé entre les époux Marcel-Mouton, aux torts et griefs exclusifs de la femme.

Rabat, le 29 avril 1921.

Le Secrétaire-greffier en chef,
ROUYRE.

DEPOT D'EXPLOSIFS

Avis d'ouverture d'enquête

Le public est informé qu'une enquête de commodo et incommodo, d'une durée d'un mois, à compter du 10 mai 1921, est ouverte à Casablanca, au sujet d'une demande formulée par M. Albert Canton, à l'effet d'être autorisé à installer un dépôt d'explosifs en un point situé à environ 1 kilomètre à l'ouest du P.K. 6 de la route de Casablanca à Marrakech.

Le dossier de l'enquête peut être consulté dans les bureaux du Contrôle civil de Chaouïa-Nord, à Casablanca.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE D'OUIDJA

SÉPARATION DE CORPS

Assistance judiciaire

Décision du 9 juillet 1920

D'un jugement de défaut rendu par le Tribunal de première instance d'Oujda, le 29 décembre 1920, au profit de M. Francisco Hurtado, comptable, demeurant à Oujda, contre la dame Torres, Conception, épouse Hurtado, demeurant à Tlemcen,

Il appert que la séparation de corps a été prononcée entre les époux Hurtado, aux torts et griefs de la femme.

Pour extrait :

Oujda, le 2 mai 1921.

Le Secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX INSALUBRES OU INCOMMODOES

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois, à compter du 4 mai 1921, est ouverte à Casablanca, au sujet d'une demande formulée par la Société « CACAFRIC » à l'effet d'être autorisée à installer une usine pour le traitement des os sur un terrain situé près des nouveaux abattoirs de Casablanca.

Le dossier de l'enquête peut être consulté dans les bureaux des Services municipaux.

TRIBUNAL DE PAIX DE CASABLANCA

Par ordonnance de M. le Juge de paix de Casablanca en date du 16 avril 1921, la succession de M. Tanner, Henri, Louis, en son vivant agriculteur à Boulhaut, décédé à Casablanca le 31 mars 1921, a été déclarée présumée vacante.

En conséquence, le curateur invite les héritiers, ayants droit et créanciers à se faire connaître et à lui présenter toutes justifications utiles et leurs titres de créance.

Le Curateur aux successions
vacantes,
D.A. ZEVACO.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

VILLE DE FES

ADJUDICATION

pour la cession par voie d'échange
d'une maison appartenant aux habous
Qaraouiyne

Il sera procédé, le mercredi 15 juin 1921 (8 Chaoul 1338), à dix heures, dans les bureaux du Mouraqib des Habous de Fès, conformément aux dahirs des 21 juillet 1913 (16 Chaabane 1331) et 8 juillet 1916 (7 Ramadan 1334), réglementant les échanges des immeubles habous, à la mise aux enchères publiques pour la cession par voie d'échange de :

Une maison, avec ses servitudes actives et passives, dépendant des Habous de Qaraouiyne, dite « Mandjera des Qatlanine », sise au Qatlanine à Fès, en face de l'immeuble de la Ban-

que d'Etat, actuellement en construction, ensemble le terrain sur lequel elle est édifiée.

Cet immeuble, limité d'un côté par la maison Benjelloun et de deux autres côtés par des rues, a la forme d'un triangle de 7 m. 55 de base, sur 15 m. 70 de hauteur. Il comprend trois chambres, dont une de grandes dimensions.

Mise à prix : 115.000 francs.

Dépôt en garantie (cautionnement) à verser, avant l'adjudication : 14.950 fr.

Pour tous renseignements, s'adresser :

1° Au Mouraqib des Habous à Fès ;

2° Au Vizirat des Habous (Dar Makhen), à Rabat, tous les jours, de 9 à 12 heures, sauf les vendredis et jours fériés musulmans ;

3° A la Direction des Affaires Chériennes (Contrôle des Habous), à Rabat, tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés.

Le Chef du Service du Contrôle
des Habous,
TORRES.

ARRÊTÉ

du Pacha de la Ville de Rabat
portant cessibilité de deux immeubles
attendants au cimetière musulman de
Sidi Khatteb et au rempart ouest de la
Ville de Rabat, en bordure de la rue
reliant la place de France à l'abattoir
municipal.

Le Pacha de la Ville de Rabat,

Vu le dahir du 5 février 1918 déclarant d'utilité publique le plan d'aménagement du secteur nord-est du quartier de l'Océan, et le règlement s'y rattachant ;

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 Djoumada 1332), relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes et servitudes et taxes de voirie ;

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 Chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu la décision de M. le Chef des Services Municipaux en date du 7 juin 1920 ordonnant la démolition et la disparition des bâtiments situés entre le cimetière el Alou et le mur d'enceinte, et appartenant à M. Hule ;

Vu l'ordonnance de référé rendue le 16 juillet 1920 par le juge de paix de Rabat, frappant d'interdiction d'habiter les baraquements de M. Hule ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouvert le 20 février au 20 mars 1921 ;

Considérant que l'application du plan d'aménagement urbain et des raisons d'hygiène et de santé publique rendent nécessaire la démolition des constructions sises sur deux parcelles attenantes au cimetière musulman de Sidi-Khatteb et au rempart ouest de la ville de Rabat, en bordure de la rue reliant la place de France à l'abattoir,

Arrête :

Article premier. — Sont frappés d'expropriation pour une durée de trois ans les immeubles figurés en rose et en bleu au plan ci-joint et désignés sur l'état ci-après, savoir :

NOM des propriétaires ou présumés tels	NATURE des immeubles à exproprier	Superficie approximative des immeubles frappés de cessibilité
Coriat et C ^{ie}	Une parcelle recouverte de constructions en maçonnerie bois et tôle ondulée.	556 m ²
Hule, Officier d'Administration	Une parcelle recouverte de baraquements en bois et tôle ondulée.	267 m ²

Art. 2. — Dans le délai d'un mois à dater de la publication du présent arrêté au *Bulletin Officiel* du Protectorat, les propriétaires intéressés sont tenus de faire connaître les fermiers, locataires ou les détenteurs de droits réels sur leurs immeubles, faute de quoi ils restent seuls chargés, envers ces derniers, des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Tous autres intéressés sont tenus de se faire connaître dans le même délai, faute de quoi, ils sont déchus de tous leurs droits.

Art. 3. — Le Chef des Services Municipaux de la Ville de Rabat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 20 février 1921.

Le Pacha,
SI ABDERRAHMAN BARGACHE.

Vu pour exécution :
Le Chef des Services Municipaux,
TRUAU.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Rabat

Inscription n° 542 du 5 avril 1921

Suivant acte sous signatures privées, fait en double à Rabat, le 10 mars 1921, enregistré, dont un original a été déposé au rang des minutes notariales du secrétariat-greffe de la Cour d'appel de Rabat, avec reconnaissance d'écriture et de signatures, suivant acte reçu par M. Couderc, secrétaire-greffier en chef, près ladite Cour, faisant fonctions de notaire, le 21 du même mois, acte dont une expédition accompagnée de ses annexes fut remise au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Rabat, le 5 avril 1921. M. Sazy, Jean, négociant, demeurant à Rabat, avenue Marie-Feuil-

let, n° 31, agissant tant en son nom personnel, qu'au nom et comme tuteur naturel et légal de Léo, Sazy, son fils mineur, autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil de famille dudit mineur, en date à Rabat, du 24 décembre 1920, régulièrement homologuée par jugement du Tribunal de première instance de Rabat, du 26 janvier suivant.

A vendu à M. Edouard, Maurice, Gapul, libraire, demeurant à Rabat, 156, rue El-Gza, le fonds de commerce de librairie qu'il exploitait à Rabat, 156, rue El-Gza, connu sous le nom de « Pape-terie-Librairie Sazy ».

Ce fonds de commerce comprenant :
1° La clientèle, l'achalandage et l'enseigne ;

2° Le matériel et le mobilier industriel servant à son exploitation ;

3° Et les marchandises garnissant le dit fonds au jour de la prise de possession ;

Suivant clauses, conditions et prix insérés au dit acte.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
ROUYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Rabat

Inscription n° 549, du 3 mai 1921

Inscription requise, pour tout le Maroc, par M. Georges Teyssier, mécanicien, demeurant à Rabat, rue de la Marne, de la firme suivante, dont il est propriétaire :

« MOTO-SPORT »

firme s'appliquant à l'achat, la vente, la réparation, l'échange, de tout ce qui concerne le cycle, la moto, cycle-car, side-car, la voiturette et la voiture automobile.

Le Secrétaire-greffier en chef,
ROUYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, fait à Casablanca le 31 mars 1921, déposé aux minutes notariales du secrétariat du Tribunal de première instance de Casablanca, suivant acte, enregistré du 8 avril 1921, il appert :

Que M. François Piétrini, horloger, demeurant à Casablanca, rue de Bou-

skoura, a vendu à M. Eugène, Lambert, horloger, demeurant à Casablanca, 8, rue des Chleuhs, l'enseigne de son atelier de réparations dénommée « Horlogerie Française », sis rue de Bouskoura, la clientèle de cet atelier et le mobilier le garnissant, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée le 28 avril 1921 au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile à Casablanca.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, fait à Casablanca le 31 décembre 1920, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, des 11 et 13 avril 1921, il appert :

Que M. Louis Garenne, propriétaire, demeurant aux Roches-Noires, près Casablanca, ayant agi tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte de M. Ernest Plisson, armateur, demeurant à Paris, 27, rue de Mogador, dont il s'est engagé à rapporter la ratification, a vendu à M. Paul Guyot, propriétaire, président de la Chambre d'Agriculture de Casablanca, demeurant à Casablanca, le fonds de commerce constitué par le journal quotidien « *La Vigie Marocaine* », sis, à Casablanca, immeuble Bessonneau, comportant les éléments ci-après : 1° la propriété entière dudit journal ; 2° le titre de ce journal ; 3° la clientèle et l'achalandage y attachés ; 4° les abonnements en cours ; 5° les contrats en cours, notamment ceux concernant la composition, le tirage et l'impression, les contrats d'annonces et de publicité, ainsi que les divers contrats passés avec les collaborateurs qui assurent la marche de la *Vigie Marocaine* ; 6° les archives, répertoires, collections du journal, la liste des abonnés ; 7° le matériel d'imprimerie ; 8° deux cent cinquante actions de la Société anonyme « L'Imprimerie Rapide », de cent francs chacune ; 9° le droit au bail des locaux où sont installés les bureaux de la *Vigie Marocaine* ainsi que le mobilier les garnissant, le tout suivant clauses et conditions insérées audit acte dont une expédition a été déposée, le 26 avril 1921, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la se-

conde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile savoir : MM. Garenne et Plisson, en le cabinet de M^e Bonan, avocat à Casablanca, et M. Guyot en sa demeure à Casablanca.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,

V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous-seing privé, enregistré, fait, à Casablanca, le 25 mars 1921, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca suivant acte, enregistré, du 6 avril 1921, il appert :

Que M. Paul, Grebert, négociant, demeurant à Casablanca, 36, rue du Commandant-Provost, a vendu à Mme Léontine, Bazante, veuve de M. Joseph, Bernasconi, demeurant à Casablanca, 36, rue du Commandant-Provost, le fonds de commerce de papeterie et produits photographiques, exploité à Casablanca, 36, rue du Commandant-Provost, sous l'enseigne « Papeterie de France », ensemble ladite enseigne, la clientèle, l'achalandage, le matériel et le droit au bail, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée le 13 avril 1921, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard, après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile, à Casablanca, 36, rue du Commandant-Provost.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,

V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous-seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 16 février 1921, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca suivant acte enregistré, du 30 mars 1921, il appert :

Que M. Georges, Enaut, restaurateur, demeurant à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, s'étant reconnu débiteur du montant de quatre traites envers M. Pierre, Mas, propriétaire, demeurant à Casablanca, avenue de la Marine, a affecté spécialement à titre de gage et nantissement au profit de ce dernier, le fonds de commerce de restau-

rant, exploité à Casablanca, rue du Consulat-d'Espagne, sous l'enseigne « Au Petit Riche », comprenant : la clientèle, l'achalandage, l'enseigne commerciale, le droit au bail et tout le matériel, le mobilier et l'installation servant à son exploitation, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée, le 12 avril 1921, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca.

Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,

V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous-seing privé, enregistré, fait, à Casablanca, le 30 mars 1921, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca suivant acte, enregistré, du 9 avril 1921, il appert :

Que Mme Louise, Federlen, autorisée de M. Jules, Battistini, son mari, propriétaire, avec lequel elle demeure à Casablanca, hôtel Atlantique, a acquis de Mlle Evangeline, Dieulot, négociante, demeurant à Casablanca, 9, rue du Croissant, le fonds de commerce de modes, exploité à Casablanca, 70, rue de Bouskoura, sous l'enseigne « Lily Modes », ensemble la clientèle, l'achalandage, l'enseigne, le matériel, le mobilier et les marchandises, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée, le 18 avril 1921, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales. Les parties ont fait élection de domicile en leurs demeures respectives.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,

V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, fait, à Casablanca, le 15 février 1921, il appert :

Que la société en commandite simple « Enaut et Cie », ayant existé entre M. Georges Enaut, restaurateur, demeurant à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, et M. Pierre Mas, propriétaire, demeurant à Casablanca, avenue de la Marine, suivant acte du 1^{er} mai 1920, est dissoute à compter du 15 février 1921 ;

Que M. Enaut reprend l'apport qu'il avait fait du fonds de commerce de restaurant appelé « Au Petit Riche », sis, à Casablanca, 4, rue du Consulat-d'Espagne, ensemble la clientèle, l'achalandage, le matériel, le mobilier, les marchandises, le droit au bail et le droit à la firme « Au Petit Riche », et le commanditaire sa commandite.

En conséquence, M. Enaut reste seul propriétaire dudit fonds et se tient responsable de tout le passif, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée le 7 avril 1921 au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,

V. LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance d'Oujda

Inscription n° 243, du 25 avril 1921

Suivant acte sous signatures privées, fait à Oujda le 18 avril 1921, dont un original a été déposé le 25 avril 1921 aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance d'Oujda, M. Louis Bocard, hôtelier, demeurant à Marseille, a vendu à MM. Judas Lévy et Joseph Lévy, commerçants, demeurant à Oujda, un fonds de commerce d'hôtel-restaurant connu sous le nom d'Hôtel des Etrangers et Restaurant Provençal, exploité à Oujda, rue de Marnia, aux prix, charges et conditions indiquées audit acte.

Les parties ont fait élection de domicile à Oujda, savoir, le vendeur en le cabinet de M^e Gérard, les acquéreurs en leur demeure.

Tout créancier, que sa créance soit ou non exigible, devra, sous peine de forclusion, former au secrétariat du Tribunal de première instance d'Oujda, même par simple lettre recommandée, opposition au paiement du prix de cette vente dans les quinze jours qui suivront la seconde insertion du présent avis.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
LAFAYETTE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance d'Oujda

Inscription n° 244, du 25 avril 1921, requête pour tout le Maroc par MM.

Judas Lévy et Joseph Lévy, propriétaires demeurant à Oujda, de la dénomination :

« Hôtel des Etrangers »
« Restaurant du Progrès ».

Le Secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance d'Oujda

Inscription n° 245, du 26 avril 1921, requise pour tout le Maroc par M. Harry, Jules Kingsbury, demeurant à Casablanca, agissant en qualité de directeur de la succursale à Casablanca de la Société anonyme des Pneumatiques Dunlop, de la firme :

« Société anonyme des Pneumatiques Dunlop »,
4, rue du Colonel-Moll, à Paris.

Le Secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce
tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal
de première instance d'Oujda

Suivant acte authentique reçu par le secrétaire-greffier en chef du Tribunal de première instance d'Oujda, le 7 avril 1921, M. Francisque Berujon, commerçant, demeurant à Bou-Denib, a vendu à M. Joseph, Milan, commerçant, demeurant à Bou-Denib,

Un fonds de commerce de Café-Concert-Cinéma, exploité à Bou-Denib, et connu sous les noms d'« Eden-Ciné-Concert », et « Bar du Centre », au prix et conditions indiqués audit acte.

Tout créancier, que sa créance, soit ou non exigible devra, sous peine de conclusion, former au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance d'Oujda, même par simple lettre recommandée, opposition au paiement du prix de cette vente dans les quinze jours qui suivront la seconde insertion du présent avis.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

Publication de modification de Société

Augmentation de capital par la création
d'actions nouvelles

SOCIÉTÉ MAROCAINE D'EXPLOITATIONS FORESTIÈRES

au capital originaire de 650.000 francs
porté à un million de francs

Aux termes d'une délibération en date
du 13 août 1920, dont une copie régu-

lière est demeurée annexée à un acte reçu par M^e Couderc, secrétaire-greffier en chef de la Cour d'Appel de Rabat, agissant comme notaire, le 19 février 1921, le Conseil d'administration de la Société anonyme par actions dite « Société Marocaine d'Exploitations Forestières », dont le siège est à Rabat, a décidé à l'unanimité d'augmenter son capital social de six cent cinquante mille francs à un million de francs par l'émission de sept cents actions nominatives de cinq cents francs chacune.

Suivant acte reçu par ledit M^e Couderc le 19 février 1921, M. Edouard Montaud, es-qualité, a déclaré que les sept cents actions nouvelles de ladite Société représentant l'augmentation de capital de trois cent cinquante mille francs, avaient été souscrites et couvertes en totalité. A l'appui de ses déclarations, le comparant a présenté au dit M^e Couderc une pièce certifiée véritable et signée par lui, contenant les noms, prénoms, qualité et domicile de chaque souscripteur, le montant des actions souscrites par lui, les versements effectués, laquelle est demeurée annexée audit acte de déclaration de souscription et de versement.

Aux termes d'une délibération en date du 11 avril 1920, dont une copie régulière est annexée à une acte reçu par M^e Couderc le 21 avril 1921, l'Assemblée générale des actionnaires de la Société Marocaine d'Exploitations Forestières a :

1° Reconnu la sincérité de la déclaration faite par M. Montaud, concernant la souscription des sept cents actions nouvelles de cinq cents francs chacune, nouvellement créées, ainsi que le versement total de trois cent cinquante mille francs ;

Constate en conséquence que le capital social, qui était de six cent cinquante mille francs, est élevé à un million de francs ;

2° Et décide que, par suite de l'augmentation du capital, la rédaction de l'article 7 des statuts est modifiée ainsi qu'il suit :

« Article 7.— Le capital social est fixé à un million de francs, divisé en deux mille actions de cinq cents francs chacune, entièrement libérées, nominales »

Les expéditions conformes :

1° De la délibération du Conseil d'administration du 13 août 1920, ainsi que de l'acte notarié du 19 février 1921 auquel une copie est demeurée annexée ;

2° De l'acte de déclaration de souscription et de versement du 19 février 1921, ainsi que l'état des souscripteurs y annexé ;

3° de l'Assemblée générale extraordinaire du 11 avril 1921, ainsi que de l'acte notarié du 26 avril 1921, auquel une copie régulière est annexée,

Ont été déposées au secrétariat du

Tribunal de première instance de Rabat à la date du 27 avril 1921.

Pour mention :
MONTAUD.

RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU MAROC

SÉQUESTRE DES BIENS AUSTRO-ALLEMANDS

Location de propriétés rurales pour
l'année agricole 1921-1922

Les gérants-séquestre des biens austro-allemands informent le public que les propriétés dénommées :

Le Palmier : 65 h. environ, mise à prix 3.500 francs ;

Gotha de Sidi Moumene : 596 h. environ, mise à prix 4.000 francs ;

Zouirat : 76 h. environ, mise à prix 800 francs ;

17 parcelles à Fedhala : 31 h. environ, mise à prix 1.500 francs ;

Domaine de Bahir : 2.856 h. environ, mise à prix 15.000 francs ;

Dahar El Hadjard : 500 h. environ, mise à prix 2.500 francs ;

Blad Hassain et Fedanne Ledoum, 1 parcelle : 120 h. environ, mise à prix 400 francs ;

Ferme Ben Nabet : 2.793 h. environ, mise à prix 18.000 francs ;

Terrain de Gourma Tenda : 901 h. environ, mise à prix 2.500 francs ;

Meghra Mta Darouat : 53 h. environ, mise à prix 500 francs ;

Oulja Manseuriah : 6 h. environ, mise à prix 150 francs ;

Séquestre C. Woelten.

Bsabes : 5.000 h. environ, mise à prix 18.000 francs ;

Séquestre G. Krake.

Terrain maraîcher : 8 h. environ, mise à prix 2.000 francs ;

Lotissement Krake : lot non vendu à l'exception du lot précédent et des terrains loués à l'Enseignement, mise à prix 3 000 francs ;

Ard Mejagt : 15 h. 44 environ ; Darh Sebaa : 13 h. environ ; Naheilat : 29 h. environ, mise à prix 500 francs.

Séquestre Moller

Hamar El Hank : 4 h. 65 environ, mise à prix 300 francs.

sont mises en location pour un an à compter du 1^{er} octobre 1921 au 30 septembre 1922.

L'adjudication aura lieu aux enchères publiques à la criée le mardi 17 mai à 9 heures du matin aux Services municipaux de la Ville de Casablanca.

Pour consulter le cahier des charges s'adresser de 15 heures à 17 heures au bureau de l'Enregistrement des actes judiciaires, au Tribunal de 1^{re} Instance, rue du Commandant Cottenest.

Le Receveur de l'Enregistrement,
séquestre des biens Mannesman
dans le Maroc :

VARACHE.